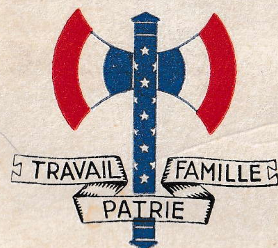


PRIX : 18 FR.

IMP. KAPP.

30 F

MARÉCHAL PÉTAIN



LA FRANCE NOUVELLE

PRINCIPES DE LA COMMUNAUTÉ

SUIVIS DES

APPELS ET MESSAGES

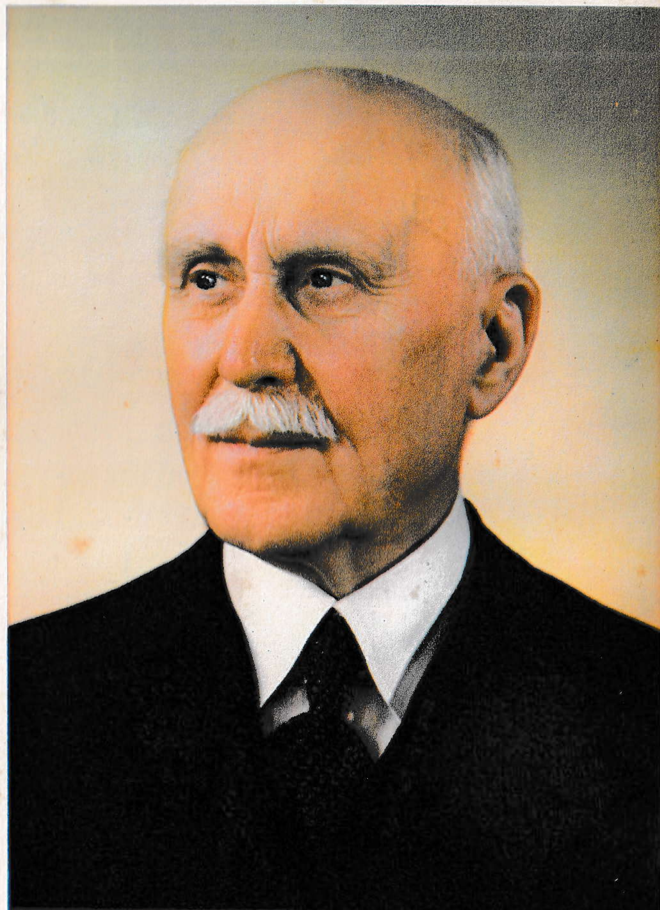
17 Juin 1940 — 17 Juin 1941

PARIS
FASQUELLE, ÉDITEURS

IL A ÉTÉ TIRÉ DE CET OUVRAGE :

50 EXEMPLAIRES SUR JAPON IMPÉRIAL
NUMÉROTÉS DE 1 A 50

500 EXEMPLAIRES SUR VÉLIN BIBLIOPHILE
NUMÉROTÉS DE 51 A 550



O. A. 308 DRAEGER, IMP. Procédé 301

Jean Claude CASTEX

MARÉCHAL PÉTAIN

La FRANCE NOUVELLE

PRINCIPES DE LA COMMUNAUTÉ

APPELS ET MESSAGES

17 Juin 1940 — 17 Juin 1941

Portrait hors texte en couleurs par Draeger

Paris
FASQUELLE, ÉDITEURS
11, Rue de Grenelle, 11

PRINCIPES
DE LA COMMUNAUTÉ



PRINCIPES DE LA COMMUNAUTÉ

I

L'HOMME tient de la nature ses droits fondamentaux. Mais ils ne lui sont garantis que par les communautés qui l'entourent : la Famille qui l'élève, la Profession qui le nourrit, la Nation qui le protège.

II

Reconnaître à l'homme des droits sans lui imposer des devoirs, c'est le corrompre. Lui imposer des devoirs sans lui reconnaître des droits, c'est l'avilir.

III

La liberté et la justice sont des conquêtes. Elles ne se maintiennent que par les vertus qui les ont engendrées : le travail et le courage, la discipline et l'obéissance aux lois.

IV

Les citoyens doivent travailler à rendre la société toujours meilleure. Ils ne doivent pas s'indigner qu'elle soit encore imparfaite.

V

L'esprit de revendication retarde les progrès que l'esprit de collaboration réalise.

VI

Tout citoyen qui cherche son bien propre hors de l'intérêt commun, va contre la raison et contre son intérêt même.

VII

Les citoyens doivent à la Patrie leur travail, leurs ressources et leur vie même. Aucune conviction politique, aucune préférence doctrinale ne les dispensent de ces obligations.

VIII

Toute communauté requiert un chef.

FAUX

Tout chef, étant responsable, doit être honoré et servi. Il n'est plus digne d'être un chef dès qu'il devient oppresseur.

IX

L'État a pour fins la sécurité, le bonheur et la prospérité de la Nation.

Il doit au criminel le châtiment, à l'innocent la protection, à tous la souveraineté des lois.

Ces hauts devoirs définissent sa mission. Il ne l'accomplit qu'en exerçant l'autorité dans la justice.

X

L'État doit être indépendant et fort.

Aucun groupement ne peut être toléré, qui oppose les citoyens les uns aux autres, et tend à ruiner l'autorité de l'État.

Toute féodalité met en péril l'unité de la Nation. L'État se doit de la briser.

XI

L'État demande aux citoyens l'égalité des sacrifices : il leur assure, en retour, l'égalité des chances.

XII

L'École est le prolongement de la Famille.

Elle doit faire comprendre à l'enfant les bienfaits de l'ordre humain qui l'encadre et le soutient. Elle doit le rendre sensible à la beauté, à la grandeur, à la continuité de la Patrie. Elle doit lui enseigner le respect des croyances morales et religieuses, en particulier de celle que la France professe depuis les origines de son existence nationale.

XIII

Ni la naissance ni la fortune ne confèrent le droit au commandement.

La vraie hiérarchie est celle du talent et du mérite.

XIV

L'économie d'un pays n'est saine que dans la mesure où la prospérité des entreprises privées concourt au bien général de la Communauté.

XV

La fortune n'a pas seulement des droits; elle a aussi des devoirs proportionnés aux pouvoirs qu'elle confère.

XVI

L'État délègue à ses fonctionnaires une part de son autorité et leur fait confiance pour l'exercer en son nom; mais pour cette raison même, il punit leurs défaillances avec une sévérité exemplaire.



~~le jour de la naissance~~ de [illegible] Fran

APPEL
DU 17 JUIN 1940

FRANÇAIS !

A l'appel de Monsieur le Président de la République, j'assume, à partir d'aujourd'hui, la direction du Gouvernement de la France. Sûr de l'affection de notre admirable armée, qui lutte avec un héroïsme digne de ses longues traditions militaires, contre un ennemi supérieur en nombre et en armes ; sûr que par sa magnifique résistance, elle a rempli nos devoirs vis-à-vis de nos alliés ; sûr de l'appui des Anciens Combattants que j'ai eu la fierté de commander ; sûr de la confiance du peuple tout entier, je fais à la France le don de ma personne pour atténuer son malheur.

En ces heures douloureuses, je pense aux malheureux réfugiés qui, dans un dénuement extrême, sillonnent nos routes. Je leur exprime



ma compassion et ma sollicitude. C'est le cœur serré que je vous dis aujourd'hui qu'il faut tenter de cesser le combat.

Je me suis adressé cette nuit à l'adversaire pour lui demander s'il est prêt à rechercher avec nous, entre soldats, après la lutte et dans l'honneur, les moyens de mettre un terme aux hostilités.

Que tous les Français se groupent autour du Gouvernement que je préside pendant ces dures épreuves et fassent taire leur angoisse pour n'écouter que leur foi dans le destin de la Patrie.



APPEL
DU 20 JUIN 1940

FRANÇAIS !

J'AI demandé à nos adversaires de mettre fin aux hostilités. Le Gouvernement a désigné mercredi les plénipotentiaires chargés de recueillir leurs conditions.

J'ai pris cette décision, dure au cœur d'un soldat, parce que la situation militaire l'imposait. Nous espérions résister sur la ligne de la Somme et de l'Aisne. Le Général Weygand avait regroupé nos forces. Son nom seul présageait la victoire. Pourtant la ligne a cédé et la pression ennemie a contraint nos troupes à la retraite.

Dès le 13 juin, la demande d'armistice était inévitable.

Cet échec vous a surpris. Vous souvenant de 1914 et de 1918, vous en cherchez les raisons. Je vais vous les dire.

Le 1er mai 1917, nous avions encore 3.280.000 hommes aux armées, malgré trois ans de combats meurtriers. A la veille de la bataille

actuelle, nous en avions 500.000 de moins. En mai 1918, nous avions 85 divisions britanniques; en mai 1940, il n'y en avait que 10. En 1918, nous avions avec nous les 58 divisions italiennes et les 42 divisions américaines.

L'infériorité de notre matériel a été plus grande encore que celle de nos effectifs. L'aviation française a livré à un contre six ses combats.

Moins forts qu'il y a vingt-deux ans, nous avions aussi moins d'amis. Trop peu d'enfants, trop peu d'armes, trop peu d'alliés, voilà les causes de notre défaite.

Le peuple français ne conteste pas ses échecs. Tous les peuples ont connu tour à tour des succès et des revers. C'est par la manière dont ils réagissent qu'ils se montrent faibles ou grands.

Nous tirerons la leçon des batailles perdues. Depuis la victoire, l'esprit de jouissance l'a emporté sur l'esprit de sacrifice. On a revendiqué plus qu'on a servi. On a voulu épargner l'effort ; on rencontre aujourd'hui le malheur.

J'ai été avec vous dans les jours glorieux. Chef du Gouvernement, je suis et resterai avec vous dans les jours sombres. Soyez à mes côtés. Le combat reste le même. Il s'agit de la France, de son sol, de ses fils.

APPEL
DU 23 JUIN 1940

FRANÇAIS !

LE Gouvernement et le peuple français ont entendu hier, avec une stupeur attristée, les paroles de M. Churchill.

Nous comprenons l'angoisse qui les dicte. M. Churchill redoute pour son pays les maux qui accablent le nôtre depuis un mois.

Il n'est pourtant pas de circonstances où les Français puissent souffrir, sans protester, les leçons d'un ministre étranger. M. Churchill est juge des intérêts de son pays : il ne l'est pas des intérêts du nôtre. Il l'est encore moins de l'honneur français.

Notre drapeau reste sans tache. Notre armée s'est bravement et loyalement battue. Inférieure en armes et en nombre, elle a dû demander que cesse le combat. Elle l'a fait, je l'affirme, dans l'indépendance et dans la dignité.

Nul ne parviendra à diviser les Fran-

çais au moment où leur pays souffre.

La France n'a ménagé ni son sang, ni ses efforts. Elle a conscience d'avoir mérité le respect du monde. Et c'est d'elle, d'abord, qu'elle attend le salut. Il faut que M. Churchill le sache. Notre foi en nous-mêmes n'a pas fléchi. Nous subissons une épreuve dure. Nous en avons surmonté d'autres. Nous savons que la patrie demeure intacte, tant que subsiste l'amour de ses enfants pour elle. Cet amour n'a jamais eu plus de ferveur.

La terre de France n'est pas moins riche de promesse que de gloire.

Il arrive qu'un paysan de chez nous voit son champ dévasté par la grêle. Il ne désespère pas de la moisson prochaine. Il creuse avec la même foi le même sillon pour le grain futur.

M. Churchill croit-il que les Français refusent à la France entière l'amour et la foi qu'ils accordent à la plus petite parcelle de leurs champs ?

Ils regardent bien en face leur présent et leur avenir.

Pour le présent, ils sont certains de montrer plus de grandeur en avouant leur défaite qu'en lui opposant des propos vains et des projets illusoires. Pour l'avenir, ils savent que leur destin est dans leur courage et dans leur persévérance.

APPEL
DU 25 JUIN 1940

FRANÇAIS !

JE m'adresse aujourd'hui à vous Français de la métropole et Français d'outre-mer pour vous expliquer les motifs des deux armistices conclus, le premier, avec l'Allemagne, il y a trois jours, le second, hier, avec l'Italie.

Ce qu'il faut d'abord souligner, c'est l'illusion profonde que la France et ses Alliés se sont faite sur la véritable force militaire et sur l'efficacité de l'arme économique : liberté des mers, blocus, ressources dont ils pouvaient disposer. Pas plus aujourd'hui qu'hier, on ne gagne une guerre uniquement avec de l'or et des matières premières. La victoire dépend des effectifs, du matériel et des conditions de leur emploi. Les événements ont prouvé que l'Allemagne possédait en mai 1940, dans ce domaine,



çais au moment où leur pays souffre.

La France n'a ménagé ni son sang, ni ses efforts. Elle a conscience d'avoir mérité le respect du monde. Et c'est d'elle, d'abord, qu'elle attend le salut. Il faut que M. Churchill le sache. Notre foi en nous-mêmes n'a pas fléchi. Nous subissons une épreuve dure. Nous en avons surmonté d'autres. Nous savons que la patrie demeure intacte, tant que subsiste l'amour de ses enfants pour elle. Cet amour n'a jamais eu plus de ferveur.

La terre de France n'est pas moins riche de promesse que de gloire.

Il arrive qu'un paysan de chez nous voit son champ dévasté par la grêle. Il ne désespère pas de la moisson prochaine. Il creuse avec la même foi le même sillon pour le grain futur.

M. Churchill croit-il que les Français refusent à la France entière l'amour et la foi qu'ils accordent à la plus petite parcelle de leurs champs ?

Ils regardent bien en face leur présent et leur avenir.

Pour le présent, ils sont certains de montrer plus de grandeur en avouant leur défaite qu'en lui opposant des propos vains et des projets illusoires. Pour l'avenir, ils savent que leur destin est dans leur courage et dans leur persévérance.



APPEL
DU 25 JUIN 1940

FRANÇAIS !

JE m'adresse aujourd'hui à vous Français de la métropole et Français d'outre-mer pour vous expliquer les motifs des deux armistices conclus, le premier, avec l'Allemagne, il y a trois jours, le second, hier, avec l'Italie.

Ce qu'il faut d'abord souligner, c'est l'illusion profonde que la France et ses Alliés se sont faite sur la véritable force militaire et sur l'efficacité de l'arme économique : liberté des mers, blocus, ressources dont ils pouvaient disposer. Pas plus aujourd'hui qu'hier, on ne gagne une guerre uniquement avec de l'or et des matières premières. La victoire dépend des effectifs, du matériel et des conditions de leur emploi. Les événements ont prouvé que l'Allemagne possédait en mai 1940, dans ce domaine,

une écrasante supériorité à laquelle nous ne pouvions plus opposer, quand la bataille s'est engagée, que des mots d'encouragement et d'espoir.

La bataille des Flandres s'est terminée par la capitulation de l'armée belge en rase campagne et l'encerclement des divisions anglaises et françaises. Ces dernières se sont battues bravement. Elles formaient l'élite de notre armée ; malgré leur valeur, elles n'ont pu sauver une partie de leurs effectifs qu'en abandonnant leur matériel.

Une deuxième bataille s'est livrée sur l'Aisne et sur la Somme. Pour tenir cette ligne, soixante divisions françaises, sans fortifications, presque sans chars, ont lutté contre 150 divisions d'infanterie et 11 divisions cuirassées allemandes. L'ennemi, en quelques jours, a rompu notre dispositif, divisé nos troupes en quatre tronçons et envahi la majeure partie du sol français.

La guerre était déjà gagnée virtuellement par l'Allemagne lorsque l'Italie est entrée en campagne, créant contre la France un nouveau front en face duquel notre armée des Alpes a résisté.

L'exode des réfugiés a pris, dès lors, des

proportions inouïes : dix millions de Français, rejoignant un million et demi de Belges, se sont précipités vers l'arrière de notre front, dans des conditions de désordre et de misère indescriptibles.

A partir du 15 juin, l'ennemi, franchissant la Loire, se répandait à son tour sur le reste de la France.

Devant une telle épreuve, la résistance armée devait cesser. Le Gouvernement était acculé à l'une de ces deux décisions : soit demeurer sur place, soit prendre la mer. Il en a délibéré et s'est résolu à rester en France pour maintenir l'unité de notre peuple et le représenter en face de l'adversaire. Il a estimé qu'en de telles circonstances son devoir était d'obtenir un armistice acceptable en faisant appel chez l'adversaire au sens de l'honneur et de la raison.

L'armistice est conclu.

Le combat a pris fin.

En ce jour de deuil national, ma pensée va à tous les morts, à tous ceux que la guerre a meurtris dans leur chair et dans leurs affections.

Leur sacrifice a maintenu haut et pur le drapeau de la France.



Ils demeurent dans nos mémoires et dans nos cœurs.

Les conditions auxquelles nous avons dû souscrire sont sévères.

Une grande partie de notre territoire va être temporairement occupée. Dans tout le Nord, et dans l'Ouest de notre pays, depuis le lac de Genève jusqu'à Tours, puis le long de la côte, de Tours aux Pyrénées, l'Allemagne tiendra garnison.

Nos armées devront être démobilisées, notre matériel remis à l'adversaire, nos fortifications rasées, notre flotte désarmée dans nos ports. En Méditerranée, des bases navales seront démilitarisées.

Du moins l'honneur est-il sauf. Nul ne fera usage de nos avions et de notre flotte. Nous gardons les unités terrestres et navales nécessaires au maintien de l'ordre dans la métropole et dans nos colonies. Le Gouvernement reste libre, la France ne sera administrée que par des Français.

Vous étiez prêts à continuer la lutte. Je le savais. La guerre était perdue dans la métropole. Fallait-il la prolonger dans nos colonies ?

Je ne serais pas digne de rester à votre



tête si j'avais accepté de répandre le sang français pour prolonger le rêve de quelques Français mal instruits des conditions de la lutte. Je n'ai voulu placer hors du sol de France, ni ma personne, ni mon espoir.

Je n'ai pas été moins soucieux de nos colonies que de la métropole. L'armistice sauvegarde les liens qui l'unissent à elles. La France a le droit de compter sur leur loyauté.

C'est vers l'avenir que, désormais, nous devons tourner nos efforts. Un ordre nouveau commence.

Vous serez bientôt rendus à vos foyers. Certains auront à le reconstruire.

Vous avez souffert. Vous souffrirez encore. Beaucoup d'entre vous ne retrouveront pas leur métier ou leur maison. Votre vie sera dure. Ce n'est pas moi qui vous bernerai par des paroles trompeuses. Je hais les mensonges qui vous ont fait tant de mal.

La terre, elle, ne ment pas. Elle demeure votre recours. Elle est la patrie elle-même. Un champ qui tombe en friche, c'est une portion de France qui meurt. Une jachère de nouveau emblavée, c'est une portion de France qui renaît.

N'espérez pas trop de l'État. Il ne peut

donner que ce qu'il reçoit. Comptez, pour le présent, sur vous-mêmes et, pour l'avenir, sur les enfants que vous aurez élevés dans le sentiment du devoir.

Nous avons à restaurer la France. Montrez-la au monde qui l'observe, à l'adversaire qui l'occupe, dans tout son calme, tout son labeur et toute sa dignité.

Notre défaite est venue de nos relâchements. L'esprit de jouissance détruit ce que l'esprit de sacrifice a édifié.

C'est à un redressement intellectuel et moral que, d'abord, je vous convie.

Français, vous l'accomplirez et vous verrez, je vous le jure, une France neuve surgir de votre ferveur.

MESSAGE
DU 11 JUILLET 1940

FRANÇAIS !

L'ASSEMBLÉE NATIONALE m'a investi de pouvoirs étendus. J'ai à vous dire comment je les exercerai.

Le Gouvernement doit faire face à une des situations les plus difficiles que la France ait connues. Il lui faut rétablir les communications du pays, rendre chacun à son foyer, à son travail, assurer le ravitaillement.

Il lui faut négocier et conclure la paix.

En ces derniers jours, une épreuve nouvelle a été infligée à la France. L'Angleterre, rompant une longue alliance, a attaqué à l'improviste et a détruit des navires français immobilisés dans nos ports et partiellement désarmés.

Rien ne laissait prévoir une telle agression. Rien ne la justifie.



Le gouvernement anglais a-t-il cru que nous accepterions de livrer à l'Allemagne et à l'Italie notre flotte de guerre ? S'il l'a cru, il s'est trompé. Mais il s'est trompé aussi quand il a pensé que, cédant à la menace, nous manquerions aux engagements pris à l'égard de nos adversaires. Ordre a été donné à la marine française de se défendre, et, malgré l'inégalité du combat, elle l'a exécuté avec résolution et vaillance.

La France, vaincue dans des combats héroïques, abandonnée hier, attaquée aujourd'hui par l'Angleterre à qui elle avait consenti de si nombreux et durs sacrifices, demeure seule en face de son destin. Elle y trouvera une raison nouvelle de tremper son courage, en conservant toute sa foi dans son avenir.

Pour accomplir la tâche immense qui nous incombe, j'ai besoin de votre confiance. Vos représentants me l'ont donnée en votre nom.

Ils ont voulu, comme vous et comme moi-même, que l'impuissance de l'État cesse de paralyser la nation.

J'ai constitué aussitôt un nouveau gouvernement.

Douze ministres se répartiront l'administration du pays.



Ils seront assistés par des secrétaires généraux qui dirigeront les principaux services de l'État.

Des gouverneurs seront placés à la tête des grandes provinces françaises.

Ainsi, l'administration sera à la fois concentrée et décentralisée.

Les fonctionnaires ne seront plus entravés dans leur action par des règlements trop étroits et par des contrôles trop nombreux. Ils seront plus libres ; ils agiront plus vite. Mais ils seront responsables de leurs fautes.

Afin de régler plus aisément certaines questions dont la réalisation présente un caractère d'urgence, le gouvernement se propose de siéger dans les territoires occupés.

Nous avons demandé, à cet effet, au gouvernement allemand, de libérer Versailles et le quartier des ministères à Paris.

Notre programme est de rendre à la France les forces qu'elle a perdues.

Elle ne les retrouvera qu'en suivant les règles simples qui ont, de tout temps, assuré la vie, la santé et la prospérité des nations.

Nous ferons une France organisée où la discipline des subordonnés réponde à l'autorité des chefs, dans la justice pour tous.

Dans tous les ordres, nous nous atta-



cherons à créer des élites, à leur conférer le commandement, sans autre considération que celle de leurs capacités et de leurs mérites.

Le travail des Français est la ressource suprême de la patrie. Il doit être sacré. Le capitalisme international et le socialisme international qui l'ont exploité et dégradé font également partie de l'avant-guerre. Ils ont été d'autant plus funestes que, s'opposant l'un à l'autre en apparence, ils se ménageaient l'un et l'autre en secret. Nous ne souffrirons plus leur ténébreuse alliance. Nous supprimerons les dissensions dans la Cité. Nous ne les admettrons pas à l'intérieur des usines et des fermes.

Pour notre société dévoyée, l'argent, trop souvent serviteur et instrument du mensonge, était un moyen de domination.

Nous ne renonçons ni au moteur puissant qu'est le profit, ni aux réserves que l'épargne accumule.

Mais la faveur ne distribuera plus de prébendes. Le gain restera la récompense du labeur et du risque. Dans la France refaite, l'argent ne sera que le salaire de l'effort.

Votre travail sera défendu. Votre famille aura le respect et la protection de la nation.

La France rajeunie veut que l'enfant



remplisse vos cœurs de l'espoir qui vivifie et non plus de la crainte qui dessèche. Elle vous rendra, pour son éducation et son avenir, la confiance que vous aviez perdue.

Les familles françaises restent les dépositaires d'un long passé d'honneur. Elles ont le devoir de maintenir, à travers les générations, les antiques vertus qui font les peuples forts.

Les disciplines familiales seront sauvegardées.

Mais, nous le savons, la jeunesse moderne a besoin de vivre avec la jeunesse, de prendre sa force au grand air, dans une fraternité salubre qui la prépare au combat de la vie. Nous y veillerons.

Ces vieilles traditions qu'il faut maintenir, ces jeunes ardeurs qui communieront dans un zèle nouveau, forment le fond de notre race.

Tous les Français fiers de la France, la France fière de chaque Français, tel est l'ordre que nous voulons instaurer.

Nous y consacrerons nos forces. Consacrez-y les vôtres.

La patrie peut assurer, embellir et justifier nos vies fragiles et chétives.

Donnons-nous à la France. Elle a toujours porté son peuple à la grandeur.



MESSAGE
DU 13 AOUT 1940

FRANÇAIS !

DE faux amis qui sont souvent de vrais ennemis ont entrepris de vous persuader que le gouvernement de Vichy, comme ils disent, ne pense pas à vous, ne fait rien pour vous, ne se soucie ni des besoins communs à l'ensemble de la population française, ni de ceux qui concernent nos compatriotes les plus éprouvés.

Il me sera aisé de réfuter cette affirmation mensongère par des faits.

Je laisse de côté, pour le moment, les mesures, très nombreuses, que nous avons prises ou qui sont déjà envisagées pour rouvrir à la France meurtrie les portes de l'avenir : épuration de nos administrations, parmi lesquelles se sont glissés trop de Français de fraîche date ; répression de l'alcoolisme, qui

était en train de détruire notre race ; encouragement à la famille, cellule essentielle de la société et de la patrie ; réforme de l'instruction publique, en vue de la ramener à sa fonction éducatrice et à son rôle national.

Il s'agit là de mesures à longue portée, dont les bienfaits ne deviendront sensibles qu'avec le temps.

Mais notre souci des réalisations à échéance lointaine ne nous fait pas négliger les problèmes qui nous prennent, en quelque sorte, à la gorge et qui appellent des solutions de toute urgence : ceux que posent en particulier le ravitaillement du pays, le rapatriement des réfugiés, le sort de nos prisonniers, l'emploi des démobilisés, l'organisation de la jeunesse.

Ces problèmes, j'en sais la gravité. Je puis mesurer, jour après jour, par les rapports qui me sont faits, par les lettres, par les visites que je reçois, l'immensité des souffrances infligées au peuple français et dont il n'est pas un foyer, en France occupée, comme en France libre, qui ne porte sa lourde part.

Ces souffrances, je les ressens profondément et je veux que tous les Français sachent bien que leur adoucissement est l'objet constant de mes pensées.

Je veux qu'ils sachent aussi que je comprends leur impatience, leur exaspération même devant l'insuffisance trop fréquente des remèdes apportés à leurs maux.

Mais que ces Français veuillent bien réfléchir avec moi, honnêtement, calmement, avec l'esprit de justice qui est si vivant en eux, aux difficultés sans précédent de notre tâche.

Parmi les épreuves qui pèsent sur nous, les unes ont un caractère de fatalité, ce sont celles qui proviennent de la guerre et de la défaite ; il ne dépend pas de nous d'en atténuer la rigueur.

D'autres ont leur source dans les mêmes causes qui ont conduit le pays au désastre, dans la démoralisation et la désorganisation qui, comme une gangrène, avaient envahi le corps de l'État en y introduisant la paresse et l'incompétence, parfois même le sabotage systématique aux fins de désordre social ou de révolution internationale.

Ces causes n'ont pas disparu avec le changement des institutions ; elles ne disparaîtront qu'avec le changement des hommes.

J'ai pu constater en mainte circonstance, avec une peine réelle, que les intentions du Gouvernement étaient travesties et dénaturées par une propagande perfide et que des mesures



mûrement réfléchies étaient empêchées de porter leurs fruits par l'inertie, l'incapacité ou la trahison d'un trop grand nombre d'agents d'exécution.

Ces défaillances, ces trahisons seront recherchées et sanctionnées.

La responsabilité des fonctionnaires ne sera plus un vain mot.

La révolution par en haut, comme on l'a appelée, descendra de proche en proche jusqu'aux assises mêmes de l'État et de la nation.

La France nouvelle réclame des serviteurs animés d'un esprit nouveau, elle les aura.

La première tâche du gouvernement est de procurer à tous, dans les mois qui vont venir, une alimentation suffisante. Or, l'arrêt du travail, les destructions résultant de la guerre, la paralysie des communications, l'exode d'une grande partie des populations agricoles avaient fait surgir, sur divers points du territoire, le spectre, qu'on croyait à jamais banni, de la hideuse famine. C'est pourquoi des mesures de rationnement ont dû être prises, afin que tous, pauvres et riches, aient leur juste part des ressources de la nation.

Nous avons voulu, en outre, préparer le retour le plus rapide possible de notre vie



rurale à son rythme habituel. Et c'est ainsi que nous avons accordé de larges avances pour les réfections de bâtiments endommagés, un crédit de deux milliards aux agriculteurs dont le cheptel avait été totalement ou partiellement détruit, des distributions de semence en vue de cultures de complément.

Le repeuplement de certaines régions, la multiplication des exploitations familiales, la réalisation d'un équipement rural digne de notre peuple achèveront de relever les ruines que, dès longtemps avant la guerre, une opiniâtre et détestable politique avait accumulées sur notre sol.

Une autre tâche non moins urgente, c'était d'assurer la mise en route et le rapatriement de quatre millions de Français et de Belges, la rentrée de nos compatriotes dans leurs foyers, leur logement et leur ravitaillement jusqu'à ce qu'ils eussent retrouvé leurs conditions normales d'existence, enfin la réadaptation progressive, au point de vue économique, social et moral, des réfugiés qui ne pouvaient regagner leur domicile ou qui n'avaient pas retrouvé leur emploi.

Les dispositions prises ont déjà donné des résultats importants. Entre le 1er et le 10 août,



un demi-million de réfugiés et de démobilisés ont été rapatriés sur les points les plus divers du territoire. Dans le même temps, plus de 50.000 voitures ont rejoint la zone occupée. Nous n'épargnerons aucun effort pour accélérer la cadence du mouvement.

Nous avons établi, d'autre part, avec le Secours National et la Croix-Rouge Française et en liaison avec le Comité Américain d'aide aux réfugiés, un vaste plan d'assistance et de réinstallation.

Ces mesures de redressement seraient incomplètes si elles n'étaient accompagnées de l'élan spirituel qui galvanise les âmes.

Je manquerais à mon devoir si je ne saisissais pas cette occasion pour adresser mes remerciements émus à la générosité américaine. Grâce à elle, en quelques semaines, plus de mille wagons de denrées diverses et de vêtements ont été distribués aux populations réfugiées de la zone libre, tandis qu'un nombre considérable d'autres wagons allaient à la population nécessiteuse de Paris. Aide infiniment précieuse en elle-même, plus précieuse encore par le témoignage qu'elle nous apporte de la fidélité et des sentiments américains pour notre pays.

Je veux remercier également nos amis



suisses qui nous ont adressé dix wagons de denrées destinés, les uns aux réfugiés, les autres à nos prisonniers dont le sort nous est une préoccupation poignante. Nous nous efforçons d'en adoucir la rigueur, soit par des négociations avec les autorités allemandes, soit par l'envoi de colis individuels distribués par les soins de nos Croix-Rouges, désormais réunies en un seul organisme et animées d'un élan nouveau.

Les aspects multiples et complexes du problème de la démobilisation ont également retenu notre sollicitude.

En règle générale, nous avons démobilisé, d'abord, les plus anciennes classes, mais en tenant compte, dans une juste mesure, du nombre d'enfants, de la profession et de la facilité de retour au foyer.

Une priorité a été accordée à ceux dont la rentrée dans la vie civile était indispensable à certains travaux d'intérêt général : agriculteurs, cheminots, électriciens, mineurs, employés des Postes, ouvriers spécialisés. De nombreux démobilisés en zone libre avaient leur résidence habituelle en zone occupée. Nous nous sommes attachés à leur faciliter le retour à leur domicile et nous avons doté

PRINCIPES
DE LA COMMUNAUTÉ



de la zone occupée estime, non sans raison, que le gouvernement, résidant à Paris, serait mieux placé pour s'occuper plus efficacement d'elle. Je partage ces sentiments.

Dès l'entrée en vigueur de l'armistice, mon gouvernement s'est efforcé d'obtenir du gouvernement allemand la possibilité de rentrer à Paris et à Versailles.

Or, le 7 août, le gouvernement allemand m'a fait connaître que tout en maintenant son acceptation de principe déjà inscrite dans la convention d'armistice, il ne pouvait, pour des raisons d'ordre technique et tant que certaines conditions matérielles ne seraient pas réalisées, autoriser ce transfert.

Il faut donc attendre encore, mais je crois pouvoir vous assurer qu'il ne s'agit plus que d'un délai. J'ajoute que si vous souhaitez mon retour, je le souhaite aussi ardemment que vous.

Mais, pour nous tous, la patience est peut-être aujourd'hui la forme la plus nécessaire du courage.

C'est sur cette exhortation à la patience que je concluerai, mes chers amis.

Pendant les trois quarts de siècle qui ont précédé la guerre, le régime politique auquel étaient soumis les Français avait pour



principal ressort la culture du mécontentement.

La règle du jeu consistait à aviver tous les motifs d'irritation, légitimes ou illégitimes, jusqu'à faire croire à notre peuple, qui était alors un des plus heureux de la terre, qu'il en était le plus déshérité.

Chaque parti n'hésitait pas à promettre, d'ailleurs, qu'il suffirait que la France lui confiât les leviers de commande pour que l'enfer auquel les Français étaient voués fît place au merveilleux paradis.

Aujourd'hui que la France est en proie au malheur véritable, il n'y a plus de place pour les mensonges et les chimères. Il faut que les Français s'attachent à supporter l'inévitable, fermement et patiemment.

Le rôle du gouvernement est de les y aider par une action constante, uniquement inspirée de la passion du bien public.

Nous nous engageons simplement à travailler de notre mieux, honnêtement, courageusement, de toutes les forces de notre esprit et de notre cœur, pour remplir la haute et difficile mission qui nous est dévolue. Faisons notre devoir, les uns et les autres, en toute conscience ; le salut de la France, que mettraient en danger nos discordes, sera la récompense de notre union.



POLITIQUE SOCIALE DE L'ÉDUCATION

PARMI les tâches qui s'imposent au Gouvernement, il n'en est pas de plus importante que la réforme de l'éducation nationale.

Il y avait à la base de notre système éducatif une illusion profonde : c'était de croire qu'il suffit d'instruire les esprits pour former les cœurs et pour tremper les caractères.

Il n'y a rien de plus faux et de plus dangereux que cette idée.

Le cœur humain ne va pas naturellement à la bonté ; la volonté humaine ne va pas naturellement à la fermeté, à la constance, au courage. Ils ont besoin, pour y atteindre et pour s'y fixer, d'une vigoureuse et opiniâtre discipline.



Vous le savez bien, parents qui me lisez : un enfant bien élevé ne s'obtient pas sans un usage vigilant, à la fois inflexible et tendre, de l'autorité familiale.

La discipline de l'école doit épauler la discipline de la famille.

Ainsi, et ainsi seulement, se forment les hommes et les peuples forts.

Une autre grave erreur de notre enseignement public, c'est qu'il était une école d'individualisme. Je veux dire qu'il considérait l'individu comme la seule réalité authentique et en quelque sorte absolue.

La vérité, c'est que l'individu n'existe que par la famille, la société, la patrie dont il reçoit, avec la vie, tous les moyens de vivre.

Il est aisé de le constater d'ailleurs. Les époques où l'individualisme a fait loi sont celles qui comptent le moins d'individualités véritables. Nous venons d'en faire la cruelle expérience.

C'était une grande pitié de voir, jusqu'à la veille de la guerre, nos journaux et nos revues tout pleins d'éloges de l'individualisme français, qui est exactement ce dont nous avons failli mourir.

L'individualisme n'a rien de commun avec le respect de la personne humaine sous les



apparences duquel il a essayé parfois de se camoufler.

L'École française de demain enseignera avec le respect de la personne humaine, la famille, la société, la patrie. Elle ne prétendra plus à la neutralité. La vie n'est pas neutre ; elle consiste à prendre parti hardiment. Il n'y a pas de neutralité possible entre le vrai et le faux, entre le bien et le mal, entre la santé et la maladie, entre l'ordre et le désordre, entre la France et l'Anti-France.

L'École française sera nationale avant tout, parce que les Français n'ont pas de plus haut intérêt commun que celui de la France. Toute maison divisée contre elle-même périra, dit l'Évangile. Nous entendons rebâtir la Maison France sur le roc inébranlable de l'unité française.

Dans cette France rénovée, toute la riche diversité des vocations françaises trouvera sa place et les conditions de son épanouissement.

Nous maintiendrons, nous élargirons s'il se peut, une tradition de haute culture qui fait corps avec l'idée même de notre patrie. La langue française a une universalité attachée à son génie. Ce n'est pas sans raison que nous nous sommes plu à donner au suprême

couronnement de nos études le beau nom d'Humanités.

Sœur cadette des Humanités, mais non moins riche de réalisations et de promesses, la Science libre et désintéressée occupera une place éminente dans la France nouvelle. Fidèles à notre pensée décentralisatrice, nous décongestionnerons l'Université de Paris pour faire de nos Universités provinciales autant de puissants foyers de recherche, dont certains pourront être spécialisés. Et nous n'hésiterons pas à y appeler comme animateurs, aux côtés de la hiérarchie universitaire, les chercheurs originaux qui auront fait leurs preuves dans telle ou telle branche de la découverte.

Nous favoriserons, entre nos savants et nos industriels, une coopération féconde et, sans abaisser le niveau de notre enseignement supérieur, nous nous efforcerons d'orienter dans un sens plus réaliste, la formation de nos ingénieurs, de nos médecins, de nos magistrats, de nos professeurs eux-mêmes.

Nous nous attacherons à détruire le funeste prestige d'une pseudo-culture purement livresque, conseillère de paresse et génératrice d'inutilités.

Le travail est le partage de l'homme sur

la terre, il lui est imposé par une nécessité inéluctable ; mais tout l'effort des civilisations antiques avait tendu à affranchir de cette nécessité une race de maîtres, et à la transférer à une race d'esclaves. Il était réservé au Christianisme d'instaurer le respect du travail et des travailleurs. Puisque les moins croyants d'entre nous se plaisent aujourd'hui à se réclamer de la civilisation chrétienne, qu'ils nous aident à rétablir dans notre peuple le sens, l'amour, l'honneur du travail.

C'est dans cet esprit que nous réorganiserons l'école primaire.

Elle continuera comme par le passé, cela va sans dire, à enseigner le français, les éléments des mathématiques, de l'histoire, de la géographie, mais selon des programmes simplifiés, dépouillés du caractère encyclopédique et théorique qui les détournait de leur objet véritable.

Par contre, une place beaucoup plus large y sera faite aux travaux manuels dont la valeur éducative est trop souvent méconnue.

Il faudra que les maîtres de notre enseignement primaire se pénètrent de cette idée, et sachent en pénétrer leurs élèves, qu'il n'est pas moins noble et pas moins profitable, même



pour l'esprit, de manier l'outil que de tenir la plume, et de connaître à fond un métier, que d'avoir sur toutes choses des clartés superficielles.

De cette idée bien comprise et sérieusement appliquée, découleront d'importantes et bienfaisantes conséquences.

Désormais, les meilleurs éléments de chaque classe ne seront plus prélevés, déracinés, orientés vers ce qu'on a appelé le nomadisme administratif.

Les élites ne seront plus appelées et comme aspirées automatiquement par les villes.

Chaque profession, chaque métier aura son élite, et nous encouragerons de tout notre pouvoir la formation de ces élites sur les plans local et régional.

Les perspectives de la situation présente comportent un arrêt, sinon même un recul dans la voie de l'industrialisation à outrance où la France s'efforçait de rivaliser avec d'autres nations mieux partagées qu'elle, quant à l'abondance de la population ou à la richesse des matières premières.

Nous serons ainsi amenés, d'une part, à restaurer la tradition de l'artisanat, où triompha pendant tant de siècles la qualité fran-



çaise ; d'autre part, à réenraciner, autant que faire se pourra, l'homme français dans la terre de France, où il puisa toujours, en même temps que sa subsistance et celle de ses concitoyens des villes, les solides vertus qui ont fait la force et la durée de la Patrie.

Nous ne devons jamais perdre de vue que le but de l'éducation est de faire, de tous les Français, des hommes ayant le goût du travail et l'amour de l'effort.

Leur idéal ne doit plus être la sécurité d'un fonctionnarisme irresponsable, mais l'initiative du chef, la passion de l'œuvre et de sa qualité.

Restituer dans toute leur plénitude ces vertus d'homme, c'est l'immense problème qui se pose à nous. La formation d'une jeunesse sportive répond à une partie de ce problème. Les projets actuels du ministre de la Jeunesse visent à rendre à la race française, santé, courage, discipline. Mais le sport pratiqué exclusivement ou avec excès, pourrait conduire à un certain appauvrissement humain. La restauration de l'esprit artisanal fournira à l'action bienfaisante du sport un contrepoids et un complément nécessaires.

L'artisan, s'attaquant à la matière, en fait



une œuvre ; la création d'une œuvre artisanale demande un effort physique, de l'intelligence et du cœur ; elle exige de l'homme, l'esprit de décision et le sens de la responsabilité. Elle aboutit à la naissance du chef-d'œuvre par où l'artisan se hausse à la dignité d'artiste. Mais si haut qu'il monte, l'artisan ne se détache jamais ni des traditions de son métier, ni de celles de son terroir.

Nous l'aiderons à en recueillir les influences vivifiantes, notamment en donnant à l'enseignement de la géographie et de l'histoire un tour concret, un caractère local et régional qui ajoutera les clartés de la connaissance à l'amour du pays.

L'école primaire ainsi conçue, avec son complément artisanal, substituera à l'idéal encyclopédique de l'homme abstrait, conçu par des citadins et pour des citadins, l'idéal beaucoup plus large, beaucoup plus humain de l'homme appuyé sur un sol et sur un métier déterminés.

Elle donnera aux paysans un sentiment nouveau de leur dignité. Nous y aiderons d'abord en leur attribuant la place qui leur revient dans la communauté nationale, et ensuite, en dotant le moindre village des installations modernes d'eau, d'électricité, d'hygiène, qui ont été jusqu'ici le privilège des villes, et qui permettront aux paysans d'adoucir et d'embellir leurs rudes conditions de vie. Car la vie rurale n'est pas une idylle, et le métier de paysan est un dur métier qui exige toujours de l'endurance, souvent du courage, parfois de l'héroïsme. Mais de cela le paysan de France s'accommodera, pourvu qu'il sente cette fois qu'on lui rend justice. Le paysan de France a été assez longtemps à la peine, qu'il soit aujourd'hui à l'honneur.



Mes chers amis, on vous a parlé souvent, depuis quelques années, de l'École Unique.

L'École Unique, c'était un mensonge parmi beaucoup d'autres ; c'était, sous couleur d'unité, une école de division, de lutte sociale, de destruction nationale.

Nous, qui avons horreur du mensonge, qui voulons en toute circonstance vous dire la vérité, nous entreprenons de faire pour vous, pour la France, la véritable École Unique ; celle qui, quels qu'en soient les maîtres, quels qu'en soient les programmes, sera animée d'un esprit unique ; celle qui mettra tous les Français à leur place, au service de la France ; celle qui, leur

accordant toutes les libertés compatibles avec l'autorité nécessaire, leur concédant toutes les égalités compatibles avec une hiérarchie indispensable, les mêlant tous dans un grand élan chaleureux de la fraternité nationale, fera de tous les Français les servants d'une même foi, les chevaliers d'un même idéal, symbolisé dans ce mot unique : France.

(Extrait de la *Revue des Deux Mondes*,
du 15 août 1940.)

MESSAGE
A L'EMPIRE FRANÇAIS

**Radiodiffusé par “ Paris-Mondial ”
à sa première émission,
le 6 Septembre 1940**

FRANÇAIS !

POUR la première fois depuis l'Armistice, la voix de la France est entendue de son Empire.

J'ai voulu que le premier message adressé aux populations d'outre-mer, à leurs gouverneurs, à leurs colons, aux citoyens, sujets et protégés français, fût le message du Chef de l'État.

Ce message est un message de vérité et de confiance.

La France a perdu la guerre. Les trois cinquièmes de son territoire sont occupés. Elle

s'apprête à connaître un hiver pénible. Elle doit faire face aux tâches les plus rudes.

Mais son unité — une unité forgée par mille ans d'efforts et de sacrifices — doit rester intacte.

Elle ne peut pas être mise en cause. Aucune tentative, de quelque côté qu'elle vienne, de quelque idéal qu'elle se pare, ne saurait prévaloir contre elle.

Le premier devoir est aujourd'hui d'obéir.

Le second est d'aider le Gouvernement dans sa tâche, de l'aider sans arrière-pensée, sans réticence. A la voix de la Patrie, l'Empire, ce plus beau fleuron de la couronne française saura répondre : Présent !

POLITIQUE SOCIALE DE L'AVENIR

JE viens aujourd'hui vous parler « politique ».

Peut-être certains d'entre vous vont-ils s'écrier : Enfin ! tandis que d'autres diront : Déjà !

Ils se méprendront les uns et les autres.

La politique dont je veux vous entretenir n'est pas cette lutte stérile de partis et de factions, ce fiévreux déchaînement d'ambitions personnelles ou de passions idéologiques, cette excitation permanente à la division et à la haine où un historien voyait la plus dangereuse épidémie qui puisse s'abattre sur un peuple.

La politique, la vraie politique, est à la fois une science et un art.

Son objet est de rendre les peuples prospères, les civilisations florissantes, les patries dura-



bles ; elle est l'art de gouverner les hommes conformément à leur intérêt le plus général et le plus élevé.

Elle ne s'adresse pas aux sentiments bas tels que l'envie, la cupidité, la vengeance, mais à la passion du bien public, à la générosité.

Elle ne se propose pas d'exploiter le peuple, mais de le servir ; elle ne s'efforce pas de le flatter ou de le séduire, mais d'éveiller sa conscience et de provoquer sa réflexion ; et si elle lui parle de ses droits, elle n'oublie pas de lui rappeler ses devoirs.

Un État fort est l'organe indispensable d'un bon gouvernement, parce que pour remplir dignement sa mission, un État doit être libre, et que seules les mains libres sont fortes pour le bien.

C'est cet État fort, ramené à ses attributions véritables, que nous voulons instituer sur les décombres de l'État énorme et débile qui s'est effondré sous le poids de ses faiblesses et de ses fautes, beaucoup plus que sous les coups de l'ennemi.

Déjà il a donné la mesure de sa force, de sa liberté, de son souci du bien public en accomplissant, en quelques semaines, des tâches auxquelles les Gouvernements de la



IIIe République n'avaient même pas osé s'attaquer.

Il a fallu, pour cela, bouleverser des habitudes, gêner des commodités, léser des intérêts. Nous l'avons fait sans plaisir, mais sans hésitation et sans crainte, dans le sentiment de notre devoir, et dans la conviction que le peuple français saurait se rendre maître de ses irritations et de ses impatiences, et nous juger avec sa raison, sur les résultats de notre action.

Le nouvel État français n'étant inféodé à aucun intérêt ou groupement d'intérêts particuliers, a la liberté, la force et, j'ajoute, la volonté de jouer son rôle d'arbitre, et d'assurer, par un exercice impartial et rigoureux de la justice, le triomphe du bien général dans le respect des droits individuels qui importe si fort au maintien de la cohésion nationale.

Il n'y avait rien de plus illogique, de plus incohérent, de plus contradictoire que le régime économique auquel nous avons dû, pendant cinquante ans et plus, une agitation chronique, jalonnée de conflits violents où la grève et le lock-out se disputaient à qui accumulerait le plus de ruines.

La liberté était perpétuellement invoquée par les puissants à qui elle conférait un intolé-



rable surcroît de puissance ; et la loi, lorsqu'elle intervenait en faveur des faibles, le faisait si maladroitement qu'elle tournait, en fin de compte, à leur préjudice.

C'est une pitoyable histoire que celle des lois dites « sociales » de cette époque. Elles n'ont pas relevé la condition ouvrière, elles n'ont pas abaissé la féodalité capitaliste, elles ont plus qu'à demi ruiné l'économie nationale.

A quoi faut-il attribuer un échec aussi complet ? Non pas tant à l'incapacité ou à la méchanceté des hommes qu'à la faiblesse de l'État, à l'insuffisance de l'appareil gouvernemental.

Plus favorisés que nos prédécesseurs, nous pouvons aborder les problèmes sociaux dans un esprit plus libre et avec des moyens d'action plus efficaces.

Commençons par le commencement, par la famille, par la jeunesse.

Le droit des familles est en effet antérieur et supérieur à celui de l'État comme à celui des individus. La famille est la cellule essentielle ; elle est l'assise même de l'édifice social ; c'est sur elle qu'il faut bâtir ; si elle fléchit, tout est perdu ; tant qu'elle tient, tout peut être sauvé.



C'est donc à elle que nous devons nos premiers soins ; nous y avons pourvu en lui assurant une Direction qui a ses prolongements naturels, d'une part du côté de l'hygiène, d'autre part du côté de la jeunesse. Dans l'ordre nouveau que nous instituons, la famille sera honorée, protégée, aidée ; l'instruction de la jeunesse et son éducation marcheront de pair ; partout où elle grandira, au foyer, à l'école, aux champs, à l'atelier, sa santé et sa vigueur seront l'objet de la sollicitude la plus attentive ; et nous n'épargnerons aucun effort pour préparer à la Patrie, les hommes et les femmes de travail et de devoir dont elle a besoin.

Lorsque nos jeunes gens, lorsque nos jeunes filles entreront dans la vie, nous ne les abuserons pas de grands mots et d'espérances illusoires ; nous leur apprendrons à ouvrir les yeux tout grands sur la réalité.

Nous leur dirons qu'il est beau d'être libre, mais que la « Liberté » réelle ne peut s'exercer qu'à l'abri d'une autorité tutélaire, qu'ils doivent respecter, à laquelle ils doivent obéir ; nous ne nous contenterons pas pour eux de la liberté de mourir de faim, même si cette liberté leur donne le droit de déposer un bulletin de vote tous les quatre ans dans une urne ; nous

leur reconnaîtrons le droit au travail, non pas toutefois à n'importe quel travail, car dans ce domaine leur liberté de choix trouvera sa limite dans les possibilités de la situation économique et dans les exigences de l'intérêt national.

Nous leur dirons ensuite que l' « Égalité » est une belle chose, sur certains plans et dans certaines limites ; mais que, si les hommes sont égaux devant la mort, s'il appartient à une société civilisée de les rendre égaux devant la loi et de leur accorder, devant la vie, des chances égales, ces diverses sortes d'égalités doivent s'encadrer dans une hiérarchie rationnelle, fondée sur la diversité des fonctions et des mérites, et ordonnée, elle aussi, au bien commun.

Nous leur dirons enfin que la « Fraternité » est un idéal magnifique, mais qu'à l'époque douloureuse que nous traversons, il ne saurait y avoir de fraternité véritable qu'à l'intérieur de ces groupes naturels que sont la famille, la cité, la patrie.

Nous leur dirons que s'il est normal que les hommes se groupent selon les affinités de leur métier, de leur niveau social, de leur genre de vie, et s'il est légitime que ces groupements divers essaient de faire valoir, les uns par rapport aux autres, leurs intérêts et leurs droits, la

lutte des classes considérée comme le grand moteur du progrès universel est une conception absurde, qui conduit les peuples à la désagrégation et à la mort, soit par la guerre civile, soit par la guerre étrangère.

Nous leur dirons que si la concurrence est la loi de la vie et si les intérêts des patrons et des ouvriers peuvent être parfois opposés, l'intérêt général de la profession, qui leur est commun, doit dominer l'opposition de leurs intérêts particuliers, et qu'il est lui-même englobé dans l'intérêt plus général encore de la production nationale. D'où une triple nécessité :

nécessité d'organiser la profession sur une base corporative où tous les éléments d'une entreprise puissent se rencontrer, s'affronter ou se composer ;

nécessité d'avoir, au sein de la profession organisée, un représentant de l'État chargé d'arbitrer souverainement les oppositions qui s'avéreraient autrement irréductibles ;

nécessité d'avoir, en dehors et au-dessus des corporations ou communautés d'entreprises, un organisme d'État chargé d'orienter la production nationale selon les capacités du marché intérieur et les possibilités des marchés extérieurs, évitant ainsi



des déperditions de forces et de richesses.

Conçue suivant ces principes, la nouvelle organisation sociale ne sera pas « Libéralisme » puisqu'elle n'hésitera pas à combattre la violence qui se cache sous certaines libertés apparentes, et à chercher dans certaines contraintes légales un indispensable instrument de libération.

Elle ne sera pas « Communisme » puisqu'elle respectera, dans une large mesure, la liberté individuelle et qu'elle conservera le puissant moteur du profit individuel.

Elle ne sera pas « Capitalisme » puisqu'elle mettra fin au règne de l'économique et à son immorale autonomie, et qu'elle subordonnera le facteur argent, et même le facteur travail, au facteur humain.

Une des grandes nouveautés du christianisme a été d'apprendre à l'homme à accepter librement la nécessité du travail, et à conférer au travail le plus humble une valeur spirituelle. Nous aspirons de toute notre âme à restaurer cette valeur-là, qui repose en définitive sur le sentiment du devoir et le respect de la personne humaine.

Je voudrais souligner, en terminant, que



cette conception de la vie sociale est purement et profondément française. Libéralisme, capitalisme, collectivisme sont en France des produits étrangers, importés, que la France rendue à elle-même rejette tout naturellement.

Elle comprend aujourd'hui qu'elle s'était égarée en essayant de transplanter chez elle des institutions et des méthodes qui n'étaient point faites pour son sol et pour son climat. Et quand il lui arrivera d'examiner les principes qui ont assuré la victoire de ses adversaires, elle aura la surprise d'y reconnaître un peu partout son propre bien, sa plus pure et sa plus authentique tradition.

L'idée d'une économie concrète, définie par des volontés humaines et soumise au jugement de la conscience morale, c'est l'idée même qui dominait son régime social traditionnel.

L'idée nationale-socialiste de la primauté du travail et de sa réalité essentielle par rapport à la fiction des signes monétaires, nous avons d'autant moins de peine à l'accepter qu'elle fait partie de notre héritage classique. C'est ainsi que nous la trouvons telle quelle chez le plus français de nos écrivains, chez le plus national de nos poètes, le bon La Fontaine. Rappelez-vous la fable que vous avez tous apprise à



l'école, « Le Laboureur et ses enfants » :

. . . .

« Gardez-vous, leur dit-il, de vendre l'héritage
« Que vous ont laissé vos parents,
« Un trésor est caché dedans. »

. . . .

Et les enfants de retourner le champ de fond en comble et de n'y pas découvrir le moindre trésor, mais d'en obtenir une récolte miraculeuse, sur quoi le poète conclut :

« Travaillez, prenez de la peine,
« C'est le fonds qui manque le moins. »

Je pourrais poursuivre cette démonstration ; elle nous mènerait par toutes les voies à des vérités qui furent nôtres, que nous avions oubliées, que nous pouvons reprendre sans les emprunter à personne, et sans méconnaître d'ailleurs le mérite de ceux qui ont su en tirer un meilleur parti que nous. Et nous verrions ainsi comment, sans nous renoncer en aucune manière, mais au contraire en nous retrouvant nous-mêmes, nous pourrions articuler notre pensée et notre action à celles qui présideront demain à la réorganisation du monde.

(Extraits de la *Revue des Deux Mondes*,
du 15 septembre 1940.)



MESSAGE
DU 8 OCTOBRE 1940

FRANÇAIS !

DEPUIS plus d'un mois, j'ai gardé le silence. Je sais que ce silence étonne et, parfois, inquiète certains d'entre vous.

Qu'ils se rassurent. Le Gouvernement n'a perdu ni l'indépendance de son langage, ni le souci des intérêts du pays. Il ne s'est éloigné ni de vos esprits, ni de vos cœurs.

S'il s'est tu, c'est qu'il a travaillé.

Trois millions de réfugiés, deux millions de mobilisés sont revenus dans leurs foyers. La majeure partie des ponts détruits par la guerre ont été rendus à la circulation. Les transports sont rétablis dans leur presque totalité.

En moins de six semaines, une tâche législative immense, tâche à laquelle aucun Gouvernement n'avait osé s'attaquer, a été accomplie.



La revision des naturalisations, la loi sur l'accès à certaines professions, la dissolution des sociétés secrètes, la recherche des responsables de notre désastre, la répression de l'alcoolisme, témoignent d'une ferme volonté d'appliquer, dans tous les domaines, un même effort d'assainissement et de reconstruction.

Un statut nouveau, prélude d'importantes réformes de structure, déterminera les rapports du capital et du travail. Il assurera à chacun la dignité et la justice.

L'honneur rendu à la famille, les encouragements et les appuis qui lui sont accordés, contribueront à la restauration du foyer et au relèvement des naissances.

La réforme, déjà entreprise, de l'enseignement refera l'unité de la Nation et l'élan donné à la jeunesse lui rendra, dans un harmonieux équilibre de l'esprit et du corps, la santé, la force et la joie.

Ainsi s'est manifesté, dans l'immédiat, notre première action.

Elle était pressante. Il fallait, à la fois, trouver une solution aux problèmes les plus urgents et rafraîchir l'atmosphère de la vie française.

Pour y parvenir, nous avons dû bouleverser des habitudes, gêner des commodités, léser des



intérêts. Nous l'avons fait dans le sentiment de notre devoir, dans la conviction que le peuple français saurait maîtriser ses impatiences, pour juger nos actes avec sa raison.

Mais ce court regard sur le passé ne nous dispense pas de songer à l'avenir.

Cet avenir est encore lourd et sombre.

Le sort de nos prisonniers retient en premier lieu mon attention. Je pense à eux parce qu'ils souffrent, parce qu'ils ont lutté jusqu'à l'extrême limite de leurs forces, et que c'est en s'accrochant au sol de France qu'ils sont tombés aux mains de l'ennemi. Que leurs mères, que leurs femmes, que leurs fils sachent que ma pensée ne les quitte pas, qu'ils sont eux aussi mes enfants, que chaque jour je lutte pour améliorer leur sort.

A nos populations d'Alsace et de Lorraine, contraintes de quitter brusquement leurs villes et leurs villages, j'adresse l'expression de notre cordiale sympathie.

Je ne puis oublier, enfin, ni les paysans de la France occupée courageux devant l'épreuve, ni les Parisiens dont je partage les tristesses, dont j'approuve la dignité, et que j'espère retrouver bientôt.

A l'approche de cet hiver, qui sera rude,



nous avons dû nous préoccuper de lutter contre le chômage. A cet effet, de grands travaux ont été décidés : d'importants crédits, plus de 15 milliards, y ont été affectés. Ils assureront le gagne-pain de milliers d'ouvriers, en même temps qu'ils accroîtront la puissance productrice du pays. Les difficultés matérielles seront grandes. Mais nous procéderons par étapes, dans un ardent désir d'apporter une solution aussi large que possible à un problème capital pour la santé morale et sociale de notre pays.

Le problème du rationnement s'est posé au Gouvernement comme une pénible nécessité.

Ce rationnement nous a été imposé, à la fois par la sévérité de la défaite et par la volonté du vainqueur. Nous n'avons pas cherché à ruser avec des réalités cruelles, et, contraints d'exiger des Français les restrictions les plus dures, nous avons voulu assurer l'égalité de tous devant le sacrifice. Chacun devra prendre sa part des privations communes, sans que la fortune puisse les épargner aux uns et la misère les rendre plus lourdes aux autres.

Je viens de vous parler de notre passé récent et de notre proche avenir.

Les exigences du moment ne doivent pas nous faire perdre de vue la grande voie qui



s'ouvre devant nous, et sur laquelle nous planterons les jalons de la reconstruction française.

Dans un Message que les journaux publieront demain et qui sera le plan d'action du Gouvernement, je vous montrerai ce que doivent être les traits essentiels de notre nouveau régime : national en politique étrangère, hiérarchisé en politique intérieure, coordonné et contrôlé dans son économie et par-dessus tout social dans son esprit et dans ses institutions.

Vous y reconnaîtrez les grandes lignes de cette Révolution Nationale qu'ensemble nous accomplissons, qu'ensemble nous poursuivrons et dont la prochaine Constitution déterminera les moyens et les cadres.

A cette œuvre de libération et de renouveau, l'esprit public doit être étroitement et profondément associé.

Aucun redressement durable ne peut se faire sans son assentiment.

Ce redressement ne s'accomplira donc, que dans la confiance et dans la foi. L'âme de la France, si méconnue dans le passé, y retrouvera la beauté de ses sources et la promesse de son réveil.

Je vous demande, mes amis, de lire attenti-

vement ce Message. Méditez-le. Qu'il soit le réconfort de ceux qui souffrent, le mot d'ordre de ceux qui espèrent.

Sans doute, estimerez-vous qu'il comporte sur le plan de l'action une suite immédiate. A cette action, consacrez-vous dès aujourd'hui. Des « Comités d'Entr'aide Nationale », ont été déjà constitués dans la zone occupée, comme dans la zone libre. Donnez-leur votre adhésion. Préludez à l'œuvre prochaine de reconstruction civique et de rassemblement national, par un généreux effort de collaboration sociale.

Français et Françaises, jeunes gens et jeunes filles qui m'écoutez, venez en aide à ceux que la guerre a cruellement meurtris, à ceux qui, dans les rigueurs de l'hiver, vont connaître de nouvelles et pénibles épreuves.

Et d'un même cœur, prononcez, ce soir, avec moi le même acte de foi : l'acte de ceux qui affirment leur volonté de ne pas douter de leur destin.

MESSAGE AU PEUPLE FRANÇAIS
11 OCTOBRE 1940

FRANÇAIS !

LA France a connu, il y a quatre mois, l'une des plus grandes défaites de son histoire.

Cette défaite a de nombreuses causes, mais toutes ne sont pas d'ordre technique. Le désastre n'est, en réalité, que le reflet, sur le plan militaire, des faiblesses et des tares de l'ancien régime politique.

Ce régime, pourtant, beaucoup d'entre vous l'aimaient.

Votant tous les quatre ans, vous vous donniez l'impression d'être les citoyens libres d'un état libre. Aussi, vous étonnerais-je en vous disant que, jamais, dans l'histoire de la France, l'État n'a été plus asservi qu'au



cours des vingt dernières années. Asservi de diverses manières : successivement, et parfois simultanément, par des coalitions d'intérêts économiques et par des équipes politiques ou syndicales prétendant, fallacieusement, représenter la classe ouvrière.

Selon la prédominance de l'une ou de l'autre de ces deux servitudes, des majorités se succédaient au pouvoir, animées trop souvent du souci d'abattre la minorité rivale. Ces luttes provoquaient des désastres. L'on recourait, alors, à ces vastes formations dites « d'Union Nationale » qui ne constituaient qu'une duperie supplémentaire. Ce n'est pas, en effet, en réunissant des divergences que l'on parvient à la cohérence. Ce n'est pas en totalisant des bonnes volontés que l'on obtient « une volonté ».

De ces oscillations et de ces vassalités la marque s'imprimait profondément dans les mœurs, tout criait l'impuissance d'un régime qui ne se maintenait au travers des circonstances les plus graves, qu'en se renonçant lui-même, par la pratique des pleins pouvoirs. Il s'acheminait ainsi, à grands pas, vers une révolution politique que la guerre et la défaite ont seulement hâtée.

Prisonnier d'une telle politique intérieure, ce



régime ne pouvait, le plus souvent, pratiquer une politique extérieure digne de la France.

Inspirée tour à tour par un nationalisme ombrageux et par un pacifisme déréglé, faite d'incompréhension et de faiblesse — alors que notre victoire nous imposait la force et la générosité — notre politique étrangère ne pouvait nous mener qu'aux abîmes. Nous n'avons pas mis plus de quinze ans à descendre la pente qui y conduisait.

Un jour de septembre 1939, sans même que l'on osât consulter les Chambres, la guerre, une guerre presque perdue d'avance, fut déclarée. Nous n'avions su ni l'éviter ni la préparer.

C'est sur cet amas de ruines qu'il faut, aujourd'hui, reconstruire la France.

L'ordre nouveau ne peut, en aucune manière, impliquer un retour, même déguisé, aux erreurs qui nous ont coûté si cher. On ne saurait davantage y découvrir les traits d'une sorte « d'ordre moral » ou d'une revanche des événements de 1936.

L'ordre nouveau ne peut être une imitation servile d'expériences étrangères. Certaines de ces expériences ont leur sens et leur beauté, mais chaque peuple doit concevoir un

régime adapté à son climat et à son génie.

L'ordre nouveau est une nécessité française. Nous devrons, tragiquement, réaliser dans la défaite, la révolution que, dans la victoire, dans la paix, dans l'entente volontaire de peuples égaux, nous n'avons même pas su concevoir.

POLITIQUE EXTÉRIEURE : UN RÉGIME NATIONAL

Indépendante du revers de ses armes, la tâche que la France doit accomplir l'est aussi et à plus forte raison des succès ou des revers d'autres nations qui ont été, dans l'histoire, ses amies ou ses ennemies.

Le régime nouveau, s'il entend être national, doit se libérer de ces amitiés ou de ces inimitiés, dites traditionnelles, qui n'ont, en fait, cessé de se modifier à travers l'histoire pour le plus grand profit des émetteurs d'emprunts et des trafiquants d'armes.

Le régime nouveau défendra, tout d'abord, l'unité nationale, c'est-à-dire l'étroite union de la Métropole et de la France d'outre-mer.

Il maintiendra les héritages de sa culture grecque et latine et leur rayonnement dans le monde.

Il remettra en honneur le véritable nationalisme, celui qui, renonçant à se concentrer sur lui-même, se dépasse pour atteindre la collaboration internationale.

Cette collaboration, la France est prête à la rechercher dans tous les domaines, avec tous ses voisins. Elle sait d'ailleurs que, quelle que soit la carte politique de l'Europe et du monde, le problème des rapports franco-allemands, si criminellement traité dans le passé, continuera de déterminer son avenir.

Sans doute, l'Allemagne peut-elle, au lendemain de sa victoire sur nos armes, choisir entre une paix traditionnelle d'oppression et une paix toute nouvelle de collaboration.

A la misère, aux troubles, aux répressions et sans doute aux conflits que susciterait une nouvelle paix faite « à la manière du passé », l'Allemagne peut préférer une paix vivante pour le vainqueur, une paix génératrice de bien-être pour tous.

Le choix appartient d'abord au vainqueur ; il dépend aussi du vaincu.

Si toutes les voies nous sont fermées, nous saurons attendre et souffrir.

Si un espoir, au contraire, se lève sur le monde, nous saurons dominer notre humilia-



tion, nos deuils, nos ruines ; en présence d'un vainqueur qui aura su dominer sa victoire, nous saurons dominer notre défaite.

POLITIQUE INTÉRIEURE : UN RÉGIME HIÉRARCHIQUE ET SOCIAL

Le régime nouveau sera une hiérarchie sociale. Il ne reposera plus sur l'idée fausse de l'égalité naturelle des hommes, mais sur l'idée nécessaire de l'égalité des « chances » données à tous les Français de prouver leur aptitude à « servir ».

Seuls le travail et le talent deviendront le fondement de la hiérarchie française. Aucun préjugé défavorable n'atteindra un Français du fait de ses origines sociales, à la seule condition qu'il s'intègre dans la France nouvelle et qu'il lui apporte un concours sans réserve. On ne peut faire disparaître la lutte des classes, fatale à la nation, qu'en faisant disparaître les causes qui ont formé ces classes et les ont dressées les unes contre les autres.

Ainsi renaîtront les élites véritables que le régime passé a mis des années à détruire, et qui constitueront les cadres nécessaires au dévelop-



pement du bien-être et de la dignité de tous.

Certains craindront peut-être que la hiérarchie nouvelle détruise une liberté à laquelle ils tiennent et que leurs pères ont conquise au prix de leur sang.

Qu'ils soient sans inquiétude.

L'autorité est nécessaire pour sauvegarder la liberté de l'État, garantie des libertés individuelles, en face des coalitions d'intérêts particuliers. Un peuple n'est plus libre, en dépit de ses bulletins de vote, dès que le gouvernement qu'il a librement porté au pouvoir, devient le prisonnier de ces coalitions.

Que signifierait d'ailleurs, en 1940, la liberté — l'abstraite liberté — pour un ouvrier chômeur ou pour un petit patron ruiné, sinon la liberté de souffrir sans recours, au milieu d'une nation vaincue ?

Nous ne perdrons, en réalité, certaines apparences trompeuses de la liberté que pour mieux en sauver la substance.

L'histoire est faite d'alternances entre des périodes d'autorité dégénérant en tyrannie, et des périodes de liberté engendrant la licence. L'heure est venue pour la France de substituer à ces alternances douloureuses une conjonction harmonieuse de l'autorité et des libertés.



Le caractère hiérarchique du nouveau régime est inséparable de son caractère social.

Mais ce caractère social ne peut se fonder sur des déclarations théoriques. Il doit apparaître dans les faits. Il doit se traduire par des mesures immédiates et pratiques.

Tous les Français, ouvriers, cultivateurs, fonctionnaires, techniciens, patrons ont d'abord le devoir de travailler. Ceux qui méconnaîtraient ce devoir ne mériteraient plus leur qualité de citoyen. Mais tous les Français ont également droit au travail. On conçoit aisément que, pour assurer l'exercice de ce droit et la sanction de ce devoir, il faille introduire une révolution profonde dans tout notre vieil appareil économique.

Après une période transitoire, pendant laquelle les travaux d'équipement devront être multipliés et répartis sur tout le territoire, nous pourrons, dans une économie organisée, créer des centres durables d'activité où chacun trouvera la place et le salaire que ses aptitudes lui méritent.

Les solutions, pour être efficaces, devront être adaptées aux divers métiers. Telle solution qui s'impose pour l'industrie n'aurait aucune raison d'être pour l'agriculture familiale, qui



constitue la principale base économique et sociale de la France.

Mais il est des principes généraux qui s'appliqueront à tous les métiers.

Ces métiers seront organisés et leur organisation s'imposera à tous.

Les organisations professionnelles traiteront de tout ce qui concerne le métier, mais se limiteront au seul domaine professionnel. Elles assureront, sous l'autorité de l'État, la rédaction et l'exécution des conventions de travail. Elles garantiront la dignité de la personne du travailleur, en améliorant ses conditions de vie, jusque dans sa vieillesse.

Elles éviteront enfin les conflits, par l'interdiction absolue des « lock-out » et des grèves, par l'arbitrage obligatoire des tribunaux du travail.

POLITIQUE ÉCONOMIQUE : L'ÉCONOMIE COORDONNÉE ET LA MONNAIE AU SERVICE DE L'ÉCONOMIE

Le régime économique de ces dernières années faisait apparaître les mêmes imperfections et les mêmes contradictions que le régime politique.



Sur le plan parlementaire : apparence de liberté.

Sur le plan de la production et des échanges : apparence de libéralisme, mais en fait, asservissement aux puissances d'argent et recours de plus en plus large aux interventions de l'État. Cette dégradation du libéralisme économique s'explique d'ailleurs aisément.

La libre concurrence était, à la fois, le ressort et le régulateur du régime libéral. Le jour où les coalitions et les trusts brisèrent ce mécanisme essentiel, la production et les prix furent livrés, sans défense, à l'esprit de lucre et de spéculation.

Ainsi se déroulait ce spectacle révoltant de millions d'hommes manquant du nécessaire, en face de stocks invendus et même détruits, dans le seul dessein de soutenir les cours des matières premières.

Ainsi s'annonçait la crise mondiale.

Devant la faillite universelle de l'économie libérale, presque tous les peuples se sont engagés dans la voie d'une économie nouvelle. Nous devons nous y engager à notre tour et, par notre énergie et notre foi, regagner le temps perdu.

Deux principes essentiels nous guideront : l'économie doit être organisée et contrôlée. La



coordination par l'État des activités privées doit briser la puissance des trusts et leur pouvoir de corruption. Bien loin donc de brider l'initiative individuelle, l'économie doit la libérer de ses entraves actuelles, en la subordonnant à l'intérêt national.

La monnaie doit être au service de l'économie ; elle doit permettre le plein essor de la production, dans la stabilité des prix et des salaires.

Une monnaie saine est, avant tout, une monnaie qui permet de satisfaire aux besoins des hommes. Notre nouveau système monétaire ne devra donc affecter l'or qu'à la garantie des règlements extérieurs. Il mesurera la circulation intérieure aux nécessités de la production.

Un tel système implique un double contrôle :

sur le plan international, contrôle du commerce extérieur et des changes pour subordonner aux nécessités nationales l'emploi des signes monétaires sur les marchés étrangers ;

sur le plan intérieur, contrôle vigilant de la consommation et des prix, afin de maintenir le pouvoir d'achat de la monnaie, d'empêcher les dépenses excessives et d'apporter plus de justice dans la répartition des produits.

Ce système ne porte aucune atteinte à la



liberté des hommes, si ce n'est à la liberté de ceux qui spéculent, soit par intérêt personnel, soit par intérêt politique.

Il n'est conçu qu'en fonction de l'intérêt national. Il devra, dans les dures épreuves que nous traversons, s'exercer avec une entière rigueur.

Que la classe ouvrière et la bourgeoisie fassent, ensemble, un immense effort pour échapper aux routines de paresse et prennent conscience de leur intérêt commun de citoyen, dans une nation désormais unie.

CONCLUSION

Telle est, aujourd'hui, Français, la tâche à laquelle je vous convie.

Il faut reconstruire. Cette reconstruction, c'est avec vous que je veux la faire.

La Constitution sera l'expression juridique de la Révolution déjà commencée dans les faits, car les institutions ne valent que par l'esprit qui les anime.

Une révolution ne se fait pas seulement à coups de lois et de décrets. Elle ne s'accomplit que si la Nation la comprend et l'appelle, que si le peuple accompagne le gouvernement



dans la voix de la rénovation nécessaire.

Bientôt, je vous demanderai de vous grouper pour qu'ensemble, réunis autour de moi, en communion avec les anciens combattants déjà formés en légion, vous meniez cette révolution jusqu'à son terme, en ralliant les hésitants, en brisant les forces hostiles et les intérêts coalisés, en faisant régner, dans la France nouvelle, la véritable fraternité nationale.



MESSAGE
DU 30 OCTOBRE 1940

FRANÇAIS !

J'AI rencontré, jeudi dernier, le Chancelier du Reich. Cette rencontre a suscité des espérances et provoqué des inquiétudes.

Je vous dois à ce sujet quelques explications.

Une telle entrevue n'a été possible, quatre mois après la défaite de nos armes, que grâce à la dignité des Français devant l'épreuve, grâce à l'immense effort de régénération auquel ils se sont prêtés, grâce aussi à l'héroïsme de nos marins, à l'énergie de nos chefs coloniaux, au loyalisme de nos populations indigènes. La France s'est ressaisie. Cette première rencontre, entre le vainqueur et le vaincu, marque le premier redressement de notre pays.

C'est librement que je me suis rendu à l'invitation du Fuhrer. Je n'ai subi, de sa



part, aucun « diktat », aucune pression, Une collaboration a été envisagée entre nos deux pays. J'en ai accepté le principe. Les modalités en seront discutées ultérieurement.

A tous ceux qui attendent, aujourd'hui, le salut de la France, je tiens à dire que ce salut est d'abord entre nos mains.

A tous ceux que de nobles scrupules tiendraient éloignés de notre pensée, je tiens à dire que le premier devoir de tout Français est d'avoir confiance.

A ceux qui doutent, comme à ceux qui s'obstinent, je rappellerai qu'en se raidissant à l'excès, les plus belles attitudes de réserve et de fierté risquent de perdre de leur force.

Celui qui a pris en mains les destinées de la France a le devoir de créer l'atmosphère la plus favorable à la sauvegarde des intérêts du pays. C'est dans l'honneur et pour maintenir l'unité française, une unité de dix siècles, dans le cadre d'une activité constructive du nouvel ordre européen, que j'entre aujourd'hui dans la voie de la collaboration. Ainsi, dans un avenir prochain, pourrait être allégé le poids des souffrances de notre pays, amélioré le sort de nos prisonniers, atténuée la charge des frais d'occupation. Ainsi pourrait être assouplie la ligne de



démarcation et facilités l'administration et le ravitaillement du territoire.

Cette collaboration doit être sincère. Elle doit être exclusive de toute pensée d'agression. Elle doit comporter un effort patient et confiant.

L'armistice, au demeurant, n'est pas la paix. La France est tenue par des obligations nombreuses vis-à-vis du vainqueur. Du moins reste-t-elle souveraine. Cette souveraineté lui impose de défendre son sol, d'éteindre les divergences de l'opinion, de réduire les dissidences de ses colonies.

Cette politique est la mienne. Les ministres ne sont responsables que devant moi. C'est moi seul que l'Histoire jugera. Je vous ai tenu jusqu'ici le langage d'un Père ; je vous tiens aujourd'hui le langage du Chef. Suivez-moi. Gardez votre confiance en la France éternelle !

APPEL POUR LE SECOURS NATIONAL

10 NOVEMBRE 1940

FRANÇAIS !

L'HIVER commence, il sera rude.

Rude pour les prisonniers de guerre.

Rude aussi pour tant de populations civiles évacuées, éprouvées par la guerre et ses suites.

Notre cœur se serre à la pensée des souffrances dont les uns et les autres sont menacés.

Mais il ne s'agit pas de les plaindre, il faut les aider et les défendre contre les rigueurs du froid.

Faites donc vite, et largement, tout ce que nous vous demandons pour eux.

Vous réunirez couvertures, chaussures, linge, sous-vêtements, chandails, chaussettes, en un mot tous les effets même les plus usagés.



Vous les remettrez aux équipes de jeunes gens qui passeront, à cet effet, devant vos demeures.

On attend votre don, l'hiver, lui, n'attend pas.

Le service des prisonniers de guerre, aidé par le Comité National d'Assistance et la Croix-Rouge Française acheminera, en accord avec les autorités allemandes, les vêtements destinés aux camps de France et d'Allemagne.

Le Secours National aura la large part que réclament les réfugiés, les chômeurs, les indigents.

Agissez rapidement. Il faut qu'avant la fin de novembre, tous les Français soient à l'abri.

Il faut que nos fils en captivité puissent éprouver l'affection de la nation tout entière, et la sollicitude collective qui veille sur eux.

Il faut que ceux qui n'ont pu encore regagner leur foyer ou souffert près d'un foyer détruit, ceux aussi que la guerre a privés de toutes leurs ressources, sentent également le souffle de solidarité et d'entr'aide qui doit, au cours des mois à venir, assurer la santé et la vie de centaines de milliers de Français et de Françaises.



APPEL
POUR L'AIDE AUX RÉFUGIÉS LORRAINS
30 NOVEMBRE 1940

FRANÇAIS !

DEPUIS le 11 novembre, 70.000 Lorrains sont arrivés en zone libre ayant dû tout abandonner : leur maison, leurs biens, leur village, leur église, le cimetière où dorment leurs ancêtres, tout ce qui fait enfin l'intérêt de la vie.

Ils ont tout perdu, ils viennent demander asile à leurs frères de France.

Les voici au seuil de l'hiver, sans ressources, n'ayant plus comme richesse que la fierté de rester Français. Ils acceptent pourtant leur malheureux sort sans se plaindre, sans récriminer.

Ce sont des Français de grande race, à l'âme énergique, au cœur vaillant.

Un grand nombre d'entre eux sont des paysans. Installés au voisinage des frontières, ils ont, au cours des siècles, souffert plus que d'autres des rigueurs de la guerre. Je ressens, comme vous le ressentez vous-même, toute leur peine.

Le Gouvernement fait ce qui est en son pouvoir pour soulager leur infortune et leur fournir les moyens de vivre et de travailler.

Mais les Lorrains méritent mieux ; il faut que l'accueil qui leur est fait soit l'accueil du cœur, celui que l'on réserve à des frères et à des parents aimés.

Que chacun s'ingénie à leur faire retrouver, là où ils seront placés, la douceur d'un foyer et l'ambiance de la grande amitié française.

Déjà, diverses propositions concernant propriétés, maisons, exploitations sont parvenues au Service des Réfugiés.

Il faut, en plus, que dans chaque département d'accueil, vous recherchiez tout ce qui peut leur être offert pour adoucir leur sort. Partis avec un pécule infime et un maigre bagage, tout leur manque.

Que chacun de vous s'efforce donc de les

aider, de les réconforter, de leur fournir du travail dans toutes les activités où ils peuvent s'employer. Que tout cela soit fait avec un enthousiasme ardent afin qu'ils sentent autour d'eux sympathie et affection.

De cet effort de solidarité à l'égard de compatriotes malheureux, nous sortirons meilleurs et plus unis.



MESSAGE DE NOËL 1940

MES CHERS AMIS !

IL n'est pas encore minuit. Mais, déjà, beaucoup d'entre vous veillent, comme ils veillaient au cours des années heureuses. Je viens leur tenir compagnie.

Pour la plupart d'entre vous, ce Noël sera triste.

Dans bien des foyers, des places resteront vides... des places d'êtres chers.

Beaucoup ne reviendront plus, qui s'asseyaient joyeux, l'année dernière, permissionnaires de dix jours, autour de la table de famille. Que notre première pensée soit pour eux : ils ont sauvé l'honneur.

D'autres attendent, loin de vous, prisonniers sur la terre étrangère. Peut-être entendront-ils ce soir, la messe dans leurs camps ? Peut-être déplieront-ils, avec amour, le beau colis que



vous leur avez envoyé ? Jamais, dans leur exil et dans leur solitude, ils n'ont été plus près de vous.

Je pense, aussi, ce soir, à tous ceux qui souffrent, à ceux qui ne mettent dans leur cheminée ni bûches, ni charbon, à ceux qui ont entendu, jadis, parler du réveillon et qui ne savent pas ce qu'ils mangeront demain, aux enfants qui ne trouveront pas de jouets dans leurs souliers, aux réfugiés qui n'entendront plus, cette année, la cloche de leur village.

Je pense aux pauvres, à tous les pauvres, à ceux des asiles de nuit et des soupes populaires, aux chômeurs, à tous les malheureux que l'Entr'aide d'Hiver n'a pu secourir encore, à ceux qui se raidissent, à ceux qui s'abandonnent.

Mes enfants, Noël, ne l'oubliez pas, c'est la nuit de l'Espérance, c'est la fête de la Nativité.

Une France nouvelle est née. Cette France, ce sont vos épreuves, vos remords, vos sacrifices qui l'ont faite. Comme vous saurez la faire belle dorénavant !

Mes amis, ayez confiance, reprenez courage, faites, ce soir, le serment de participer de toutes vos forces à cette grande renaissance, pour que vos enfants connaissent, à nouveau, des Noëls dans la joie.



Serrez-vous, ce soir, autour de moi, pour que cette France, une France neuve et saine, grandisse et se fortifie.

Bientôt vous verrez luire l'étoile qui guidera votre destin.

Bon Noël, mes enfants.

Et Vive la France !



Jean Claude CASTEX



MESSAGE A LA JEUNESSE DE FRANCE

29 DÉCEMBRE 1940

JEUNES FRANÇAIS !

C'EST à vous, jeunes Français, que je m'adresse aujourd'hui, vous qui représentez l'avenir de la France, et à qui j'ai voué une affection et une sollicitude particulières.

Vous souffrez dans le présent, vous êtes inquiets pour l'avenir. Le présent est sombre, en effet, mais l'avenir sera clair, si vous savez vous montrer digne de votre destin.

Vous payez des fautes qui ne sont pas les vôtres ; c'est une dure loi qu'il faut comprendre et accepter, au lieu de la subir ou de se révolter contre elle. Alors l'épreuve devient bienfai-

sante, elle trempe les âmes et les corps et prépare les lendemains réparateurs.

L'atmosphère malsaine dans laquelle ont grandi beaucoup de vos aînés a détendu leurs énergies, amolli leurs courages et les a conduits par les chemins fleuris du plaisir à la pire catastrophe de notre histoire. Pour vous, engagés dès le jeune âge dans des sentiers abrupts, vous apprendrez à préférer aux plaisirs faciles, les joies des difficultés surmontées.

Méditez ces maximes :

Le plaisir abaisse, la joie élève.

Le plaisir affaiblit, la joie rend fort.

Cultivez en vous le sens et l'amour de l'effort, c'est une part essentielle de la dignité de l'homme, et de son efficacité.

L'effort porte en lui-même sa récompense morale, avant de se traduire par un profit matériel, qui d'ailleurs arrive toujours tôt ou tard.

Lorsque vous aurez à faire choix d'un métier, gardez-vous de la double tentation du gain immédiat et du minimum de peine.

Visez de préférence aux métiers de qualité, qui exigent un long et sérieux apprentissage, ceux-là même où notre main-d'œuvre nationale accusait autrefois une supériorité incontestée.

Lorsque vous aurez choisi votre carrière,

sachez que vous aurez le droit de prendre place parmi les élites. C'est à elles que revient le commandement, sur les seuls titres du travail et du mérite.

Dans cette lutte sévère pour atteindre le rang que vos capacités vous assignent, réservez toujours une place aux vertus sociales, et civiques, à l'entr'aide, au désintéressement, à la générosité.

La maxime égoïste qui fut trop souvent celle de vos devanciers : chacun pour soi et personne pour tous, est absurde en elle-même et désastreuse en ses conséquences.

Comprenez bien, mes jeunes amis, que cet individualisme dont nous nous vantions comme d'un privilège est à l'origine des maux dont nous avons failli périr. Nous voulons reconstruire, et la préface nécessaire à toute reconstruction, c'est d'éliminer l'individualisme destructeur, — destructeur de la famille dont il brise ou relâche les liens, — destructeur du travail, à l'encontre duquel il proclame le droit à la paresse, — destructeur de la Patrie dont il ébranle la cohésion quand il n'en dissout pas l'unité.

Seul le don de soi donne son sens à la vie individuelle en la rattachant à quelque chose

qui la dépasse, qui l'élargit et la magnifie.

Pour conquérir tout ce que la vie comporte de bonheur et de sécurité, chaque Français doit commencer par s'oublier lui-même.

Qui est incapable de s'intégrer à un groupe, d'acquérir le sens vital de l'équipe, ne saurait prétendre à « servir », c'est-à-dire à remplir son devoir d'homme et de citoyen.

Il n'y a pas de société sans amitié, sans confiance, sans dévouement.

Je ne vous demande pas d'abdiquer votre indépendance, rien n'est plus légitime que la passion que vous en avez. Mais l'indépendance peut parfaitement s'accommoder de la discipline, tandis que l'individualisme tourne inévitablement à l'anarchie, qui ne trouve d'autre correctif que la tyrannie.

Le plus sûr moyen d'échapper à l'une et à l'autre, c'est d'acquérir le sens de la communauté, sur le plan social comme sur le plan national.

Apprenez donc à travailler en commun, à réfléchir en commun, à obéir en commun, à prendre vos jeux en commun.

En un mot, cultivez parmi vous l'esprit d'équipe.

Vous préparerez ainsi le solide fondement

du nouvel ordre Français, qui vous liera fortement les uns aux autres, et vous permettra d'affronter allègrement l'œuvre immense du redressement national.

Mes chers amis, il y a une concordance symbolique entre la dure saison qui nous inflige ses privations et ses souffrances, et la douloureuse période que traverse notre pays, mais au plus fort de l'hiver, nous gardons intacte notre foi dans le retour du printemps.

Oui, Jeunes Français, la France, aujourd'hui dépouillée, un jour prochain reverdira, refleurira.

Puisse le printemps de votre jeunesse s'épanouir bientôt dans le printemps de la France ressuscitée.



MESSAGE
DU 31 DÉCEMBRE 1940

MES CHERS AMIS !

L'ANNÉE 1940 a pris fin.

Tournons-nous maintenant vers l'avenir.

L'année 1941 sera difficile. Elle doit être celle du relèvement de la France. Elle le sera si vous vous serrez tous autour de moi, ayant la même foi dans la Patrie, la même volonté de « servir ».

Je me suis donné à la France, c'est-à-dire à vous tous.

Nous aurons faim. La guerre nous a enlevé une part importante de nos récoltes. Le blocus nous prive d'un ravitaillement qui, dans les années qui précédaient la guerre, se chiffrait, chaque année, par plus de 6 millions de tonnes de denrées de toutes espèces et de toutes provenances.

La guerre continue ainsi que le blocus : il

ne dépend pas de nous de les faire cesser.

N'écoutez pas ceux qui chercheraient à exploiter vos misères pour désunir la nation. Les mêmes procédés vous ont conduits hier à la guerre et à la défaite. Demain, nous remporterons une première victoire : nous remplacerons la critique par l'effort.

L'année 1941 doit être une année de travail acharné.

Je m'adresse d'abord aux paysans de France : il faut qu'ils tirent de la terre tout ce qu'elle peut donner. Toutes les friches doivent être remises en culture, même si le sol est ingrat. Les rendements doivent être augmentés en dépit de toutes les difficultés.

Nous y aiderons du mieux que nous pourrons. Mais que chacun compte d'abord sur soi-même. Qu'il comprenne la détresse profonde d'un pays dépouillé de tant de moyens que la guerre et le blocus ont détruits ou paralysés.

Je fais appel à l'ingéniosité des Français pour qu'ils improvisent eux-mêmes les moyens de compléter leur alimentation.

Je m'adresse maintenant aux ouvriers. Qu'ils ne se découragent pas. Leur sort sera dur. Nos stocks de matières premières s'épuisent. Je ne puis savoir quelle quantité nous

pourrons importer en 1941. Certaines industries risquent d'être totalement arrêtées.

Nous avons fait de notre mieux, et nous continuerons pour parer à cette situation. Nous devons exploiter au maximum les ressources que nous pouvons tirer de nous-mêmes.

Que nos mineurs, nos bûcherons, nos carriers redoublent d'efforts. Et que tous les ouvriers, chômeurs ou non, sachent que le Gouvernement de la Révolution Nationale travaille à affranchir leur avenir de l'intervention du capitalisme étranger.

La France doit produire et transformer tout ce dont elle a besoin pour vivre et prospérer. Ce qui a été fait ailleurs en ce sens, peut et doit être fait chez nous. C'est une œuvre de longue haleine : elle est déjà commencée.

Au pays tout entier, je demande qu'il se pénètre de l'esprit nouveau qui doit refaire la grandeur de la Patrie.

Il ne s'agit plus de reprendre un à un quotidiennement l'inventaire de nos sujets de mécontentement, de tout ramener à soi-même, d'attendre de l'État qu'il nous délivre de nos maux et qu'il nous dispense ses bienfaits.

Il faut penser aux malheurs de la Patrie et à l'infortune de tous ceux qui souffrent plus

que nous. Il faut aider la Patrie à secourir nos compatriotes.

Aider la Patrie, c'est avoir confiance en elle, c'est l'avoir présente constamment dans nos pensées, dans nos paroles et dans nos actes, ne rien accepter, ne rien dire et ne rien faire qui puisse lui nuire.

Secourir nos compatriotes, c'est nous donner sans arrière-pensée, sans réticences personnelles à cette solidarité matérielle et morale qui doit réunir tous les Français. C'est relever celui qui tombe, c'est ranimer celui qui s'abandonne, c'est ramener celui qui s'égare.

Je me suis promis à moi-même de ne connaître en France ni partis, ni classes. Je vous appelle tous à sortir de vos cadres, de vos routine, de vos préjugés, de vos égoïsmes, de vos rancœurs, de vos défiances, et je vous exhorte à vous grouper en Français solides qui veulent défendre leur terre et leur race.

J'adresse mes vœux fervents, par-delà les mers aux populations de l'Empire et par-delà les frontières à nos chers prisonniers.

La France continue.

Bonne année, mes chers Amis !

INDIVIDUALISME ET NATION

DANS les malheurs de la Patrie, chacun de nous a pu se rendre compte qu'il n'y a pas de destin purement individuel, et que les Français n'existent que par la France.

Jetés hors de leurs maisons, loin de leurs champs, de leurs métiers, réduits à la condition de nomade, des millions de nos concitoyens ont appris, par une cruelle expérience, que l'homme réduit à lui seul est la plus misérable des créatures.

Dans ce naufrage de toutes leurs sécurités coutumières, c'est à ce qui restait de leurs villages, de leurs familles, de leurs foyers qu'ils ont demandé assistance, c'est vers ce qui subsistait encore de la Nation qu'ils ont cherché secours.



Puisse cette grande et terrible leçon leur servir !

L'épreuve soufferte par le peuple français doit s'inscrire en traits de feu dans son esprit et dans son cœur. Ce qu'il faut qu'il comprenne pour ne jamais l'oublier, c'est que l'individualisme dont il se glorifiait naguère comme d'un privilège, est à l'origine des maux dont il a failli mourir.

Il n'y aurait pas de relèvement possible si les fausses maximes de l'égoïsme politique, social, moral, spirituel devaient rester celles du nouvel État Français, de la nouvelle Société Française.

Nous voulons reconstruire, et la préface nécessaire à toute reconstruction, c'est d'éliminer l'individualisme destructeur, destructeur de la « famille » dont il brise ou relâche les liens, destructeur du « travail », à l'encontre duquel il proclame le droit à la paresse, destructeur de la « patrie » dont il ébranle la cohésion quand il n'en dissout pas l'unité.

Dressé systématiquement contre tous les groupes sociaux sur lesquels la personne humaine s'appuie et se prolonge, l'individualisme ne manifeste jamais de vertu créatrice. Il est à remarquer que les époques où l'indi-



vidualisme règne, sont celles qui produisent le moins d'individualités.

L'individualisme reçoit tout de la société et ne lui rend rien. Il joue vis-à-vis d'elle un rôle de parasite.

Quand elles sont fortes et riches, les sociétés peuvent supporter un certain degré de parasitisme. Lorsque ce degré est dépassé, la société s'effondre et ses parasites avec elle.

La nature ne crée pas la société à partir des individus, elle crée les individus à partir de la société, comme l'a démontré la sociologie moderne.

L'individu, s'il prétend se détacher de la société maternelle et nourricière, se dessèche et meurt sans porter fruit.

Dans une société bien faite, l'individu doit accepter la loi de l'espèce, l'espèce ne doit pas subir les volontés anarchiques des individus, et cela dans l'intérêt des individus eux-mêmes.

La première garantie des droits de l'individu réside dans la société.

Ayez une société solide, et dans laquelle le noyau social primitif, la famille, soit fort : les droits primordiaux de l'individu — religieux, domestiques, scolaires — y trouveront leur rempart.

Ayez des associations puissantes, des associations de métier notamment, et les autres droits essentiels auront en elles leur assiette et leur fondement.

L'association volontaire continue le bienfait de la société naturelle.

L'État, enfin, achève et couronne l'action tutélaire de la société et des associations.

Ayez un État fort, et tous ces droits distincts divers, contradictoires même, ne feront pas de la Cité leur champ de bataille, parce que l'ordre public sera, lui aussi, pourvu d'un garant et d'un protecteur.

L'esprit nouveau doit être un esprit de communion nationale et sociale. Professer le nationalisme et prétendre rester individualiste est une contradiction insoutenable, où trop de nos devanciers se sont attardés, et qui devait finalement se révéler ruineuse.

Seul l'élan collectif donne son sens à la vie individuelle en la rattachant à quelque chose qui la dépasse, qui l'élargit et qui la magnifie.

Pour conquérir la paix et la joie, chaque Français doit commencer par s'oublier lui-même.

Qui est incapable de s'intégrer à un groupe, d'avoir l'esprit d'équipe, le sens vital de la

coopération, ne saurait prétendre à servir, c'est-à-dire à remplir son destin d'homme.

Je ne veux pas voir autour de moi des hommes dont l'adhésion serait marquée au coin d'un avide égoïsme ou d'un conformisme paresseux. Ceux qui désirent collaborer avec nous doivent savoir qu'ils accomplissent un devoir, sans autre récompense que la satisfaction virile d'apporter leur pierre à la grande œuvre de la rénovation française.

Ils doivent aussi réapprendre à vivre et à agir en commun, en ouvrant leurs âmes toutes grandes aux puissants et bienfaisants effluves collectifs où se mêlent les héritages du passé et les appels de l'avenir.

« *Il n'y a pas de philosophie plus superficielle que celle qui, prenant l'homme comme un être égoïste et viager, prétend l'expliquer et lui tracer ses devoirs en dehors de la société dont il est une partie.* » (Renan)

Quel relèvement pourrait espérer un pays qui ne trouverait chez lui qu'égoïsme, isolement, sécheresse de cœur, indifférence ? Il serait frappé d'une sorte d'incapacité de vivre, car les sources de la vie seraient taries en lui. Il n'y a pas de société sans amitié, sans confiance, sans dévouement.



L'individualisme est venu se greffer sur notre goût naturel de l'indépendance, et a transformé une qualité certaine en un très grave défaut. L'indépendance peut parfaitement s'accommoder de la discipline, tandis que l'individualisme tourne inévitablement à l'anarchie, laquelle ne trouve d'autre correctif que le collectivisme. Mais deux erreurs contraires, embrassées tour à tour, ne font pas une vérité.

A la régénération de la France, il faut la base du devoir, d'un devoir librement consenti et courageusement accompli.

Mais, à cette volonté morale de redressement personnel, il nous appartient d'assurer des conditions politiques et sociales favorables. Nous y pourvoirons, car rien ne serait possible si les faux principes de l'individualisme restaient la philosophie même de l'État français.

Nous demandons au peuple français, d'abord de nous faire confiance, ensuite de nous comprendre et de s'aider lui-même en nous aidant.

Je l'ai vu, ce peuple français, j'ai communié intimement avec lui à Toulouse, à Montauban, à Lyon, à Arles, à Marseille, à Toulon, à Avignon. J'ai senti battre son cœur à l'unisson



du mien. Il se rend clairement compte, que nous ne voulons fonder notre autorité que sur la raison, sur l'intérêt public, sur l'évidence de l'utilité de notre action, comme de la vérité de nos principes.

A chacun de servir à son rang l'œuvre de la révolution nationale. Que chacun remplisse consciencieusement son devoir d'état, sans jamais perdre de vue la grandeur et la noblesse de l'entreprise collective à laquelle il participe. L'action la plus modeste a de quoi combler le cœur de l'homme, s'il sait l'inscrire sur un assez vaste horizon.

Français à l'ouvrage, tous ensemble, d'un même effort, d'une même ardeur, au service de la France.

(Extrait de la *Revue Universelle*. du 1er janvier 1941.)



MESSAGE
AUX OUVRIERS, TECHNICIENS, PATRONS SAINT-ÉTIENNE 1er MARS 1941

OUVRIERS, TECHNICIENS, PATRONS !

DANS mon Message du 10 octobre dernier, je vous ai dit que l'on ne peut faire disparaître la lutte des classes, si fatale à la Nation, qu'en faisant disparaître les causes qui ont dressé ces classes les unes contre les autres.

Ces causes, c'est la menace du chômage et l'angoisse de la misère qu'elle fait peser sur vos foyers.

C'est le travail sans joie de l'ouvrier sans métier.



C'est le taudis dans la cité laide, où il passe les hivers sans lumière et sans feu.

C'est la vie de nomade sans terre, sans toit.

Telle est la condition prolétarienne. Il n'y aura pas de paix sociale tant que durera cette injustice.

En ce qui concerne l'organisation professionnelle, un texte de loi, si parfait qu'il soit, est impuissant à accomplir une réforme de cette ampleur. La loi ne saurait créer l'ordre social, elle ne peut que le sanctionner dans une entreprise, après que les hommes l'ont établi.

Le rôle de l'État doit se borner ici à donner à l'action sociale son impulsion, à indiquer les principes et le sens de cette action, à stimuler et orienter les initiatives.

En réalité, les causes de la lutte des classes ne pourront être supprimées, que si le prolétaire qui vit aujourd'hui, accablé par son isolement, retrouve dans une communauté de travail les conditions d'une vie digne et libre, en même temps que des raisons de vivre et d'espérer.

Cette communauté, c'est l'entreprise. Sa transformation peut seule fournir la base de la profession organisée qui est elle-même une communauté de communautés.



Cela exige qu'une élite d'hommes se donnent à cette mission.

Ces hommes existent parmi les patrons, les ingénieurs, les ouvriers.

C'est à eux tous que je fais appel. Je leur demande :

1° de se pénétrer de la doctrine du bien commun au-dessus des intérêts particuliers, de s'instruire des méthodes d'organisation du travail capables de permettre à la fois un meilleur rendement et plus de justice, en donnant à chacun sa chance dans l'entreprise et dans la profession ;

2° de s'informer des réalisations sociales qui existent déjà et que des hommes clairvoyants et généreux ont su accomplir en dépit des difficultés de tous ordres qui, dans le passé, entravaient leurs efforts.

Ainsi, peu à peu, et par l'action de tous, une œuvre définitive s'accomplira sous l'autorité et avec l'encouragement de l'État.

Pour entreprendre cette œuvre fondamentale, qui sera la vôtre, une large enquête sera faite, à laquelle prendront part tous ceux qui veulent se dévouer à la grande cause de la paix sociale dans la justice.

Tous les travailleurs, qu'ils soient patrons,

techniciens, ouvriers, sont aux prises chaque jour avec des difficultés nouvelles, conséquences de la situation présente de notre Pays.

Il est donc urgent qu'ils aient la possibilité de défendre leurs intérêts légitimes, d'exprimer leurs besoins et leurs aspirations. Il est indispensable de créer des organismes qui puissent résoudre vite les questions posées, ou, s'ils ne peuvent les résoudre eux-mêmes, donner à l'État les moyens de le faire sans que ses décisions soient paralysées par une connaisance insuffisante des problèmes, ou une organisation administrative trop lente à se mouvoir.

Tel devra être l'objet d'une première loi sur l'organisation professionnelle.

Elle se limite en fait à créer des organismes simples qui ne sont pas des organisations de classes, mais des comités sociaux où patrons, techniciens et ouvriers rechercheront ensemble les solutions des problèmes actuels, dans une commune volonté de justice, dans le souci constant d'apaiser par l'entr'aide les misères et les angoisses de l'heure.

TRAVAILLEURS FRANÇAIS, je vous demande d'entendre mon appel.

Sans votre adhésion enthousiaste à l'œuvre

de reconstruction sociale, rien de grand ne peut être fait. Sachez vous y donner avec un désintéressement total.

OUVRIERS, mes amis, n'écoutez plus les démagogues, ils vous ont fait trop de mal.

Ils vous ont nourri d'illusions, ils vous ont tout promis, souvenez-vous de leur formule : « le Pain, la Paix, la Liberté ». Vous avez eu la misère, la guerre et la défaite.

Pendant des années, ils ont injurié et affaibli la Patrie, exaspéré les haines, mais ils n'ont rien fait d'efficace pour améliorer la condition des travailleurs, parce que, vivant de leur révolte, ils avaient intérêt à encourager ses causes.

INGÉNIEURS, vous avez pensé trop souvent qu'il vous suffisait de remplir avec conscience votre fonction technique.

Vous avez plus à faire, car vous n'êtes pas seulement des techniciens, mais des chefs.

Comprenez bien le sens et la grandeur du nom de CHEF.

Le chef, c'est celui qui sait à la fois se faire obéir et se faire aimer. Ce n'est pas celui qu'on impose, mais celui qui s'impose.



N'oubliez pas que pour commander aux hommes, il faut savoir se donner.

PATRONS, parmi vous beaucoup ont une part de responsabilité dans la lutte des classes.

Votre égoïsme et votre incompréhension de la condition prolétarienne ont été trop souvent les meilleurs auxiliaires du communisme.

Je ne vous demande pas de renoncer à tirer de vos entreprises le bénéfice légitime de vos activités, mais je vous demande d'être les premiers à comprendre vos devoirs d'hommes et de Français.

Ouvriers, techniciens, patrons, si nous sommes aujourd'hui confondus dans le malheur, c'est qu'hier vous avez été assez fous pour vous montrer le poing.

Cherchez au contraire à vous mieux connaître, vous vous en estimerez davantage, vous aurez confiance les uns dans les autres, vous résoudrez ensemble le grand problème du travail et de l'ordre social.

Renoncez à la haine, car elle ne crée rien ; on ne construit que dans l'amour et dans la joie.

En faisant de la FRANCE une société humaine, stable, pacifiée, vous serez les meilleurs artisans du redressement de la Patrie.



MESSAGE POUR LA RETRAITE DES VIEUX

14 MARS 1941

FRANÇAIS !

JE n'ai pas eu souvent l'occasion de vous annoncer de bonnes nouvelles. En voici une : La Retraite des Vieux entre en action. Le *Journal Officiel* publiera demain la loi qui la consacre.

Cette réforme était attendue depuis des années. Vingt fois elle vous avait été promise. Vingt fois elle fut ajournée.

Je tiens les promesses, même celles des autres, lorsque ces promesses sont fondées sur la Justice.

La France va donc entreprendre un grand



geste de sollicitude et d'équité. Elle l'entreprend en faveur de ses vieillards, plus frappés que tous autres par la dureté des temps.

Certes, elle ne pourra pas leur donner tout ce qui leur est nécessaire. Au moins leur donnera-t-elle ce qu'il lui est possible de donner.

Pour ceux qui ne possèdent rien, la modeste pension sera d'un grand soulagement. Pour ceux qui disposent déjà de quelques ressources, elle constituera le supplément qui les mettra à l'abri de la misère.

Plus tard, si Dieu le veut, nous pourrons peut-être améliorer cette loi. Mais il faudra que la situation économique le permette, que le travail ait repris son rythme normal.

Ne nous berçons pas d'illusions. L'État, je vous l'ai déjà dit, ne peut donner que ce qu'il reçoit. A lui seul, il ne peut forger la richesse. A lui seul, il ne peut créer la retraite. Ce n'est pas dans un pays ruiné par la guerre, atteint par la dénatalité que l'on peut, d'emblée, construire de grandes choses.

Ce ne sont pas, en effet, les pensions qui nourrissent, habillent et chauffent les vieux. Seul, le travail des jeunes peut y pourvoir,



de ces jeunes qui cultivent le sol, tissent la laine et le coton, arrachent le charbon aux entrailles de la terre.

Pour que les vieilles générations puissent vivre dans le repos, il est nécessaire que les jeunes générations s'adonnent à un travail obstiné. Or, un pays qui n'a plus de jeunes, parce qu'il n'a pas d'enfants, ne peut entretenir ses vieux.

Ce sont là des vérités simples, des vérités claires, que vos maîtres ont sans doute oublié de vous enseigner.

La Retraite des Vieux Travailleurs repose sur la solidarité de la nation : solidarité des classes, solidarité des âges.

Solidarité des classes, puisque les pensions sont constituées par les versements des Assurances Sociales, et que ces versements proviennent, à la fois, des patrons et des ouvriers.

Solidarité des âges, puisque ce sont les jeunes générations qui cotisent pour les vieilles.

Voilà donc une grande réforme sociale.

Deux autres sont sur le chantier.

L'une qui verra le jour prochainement a trait à l'Organisation Professionnelle.



L'autre qui tentera de résoudre le grand problème de l'habitation. Je vous en entretiendrai prochainement.

Travailleurs, depuis que j'apprends à vous connaître, j'ai le sentiment de vous mieux comprendre et de m'attacher à vous de plus en plus. Restons, les uns et les autres, au « coude à coude ». Les plus beaux espoirs nous seront permis.



MESSAGE DE GRENOBLE
19 MARS 1941

MES AMIS !

En cette journée consacrée à la France, les acclamations qui montent vers Elle prouvent que vous avez foi en son destin, et que vous êtes prêts à tous les sacrifices pour assurer son relèvement.

La tâche est rude. Je m'en aperçois chaque jour. Huit mois de Gouvernement m'ont appris à mieux connaître les hommes, à mieux apprécier l'orientation à donner aux problèmes qui nous sont posés à toutes les heures de la journée.

Mon œuvre et celle de mon Gouvernement ne sont pas toujours exemptes de critiques.

La nombreuse correspondance qui parvient jusqu'à moi témoigne souvent d'inquiétudes

et de déceptions. On se plaint, en particulier, des taxations, de l'insuffisance du ravitaillement, de l'épuisement des stocks. Je n'ai pas besoin de vous dire que ces questions sont l'objet de toutes nos préoccupations, et que nous comptons beaucoup sur l'aide américaine pour en faire bénéficier notre ravitaillement.

On se plaint des tracasseries de certaines administrations et du peu de courtoisie des fonctionnaires. Le Gouvernement doit, en cela, prendre sa part de responsabilités, car les Préfectures et les Mairies sont submergées sous une foule de prescriptions et de décrets dont l'application, toujours urgente, ne laisse aucun répit aux fonctionnaires chargés de les interpréter.

Cette situation s'améliorera avec le temps et à mesure que les fonctionnaires acquerront de l'expérience.

Je vous demande d'être patients. Grenoble ne s'est pas construit en un jour.

Le redressement de la France demandera d'autant plus de temps que nous sommes en opposition d'idées avec un certain nombre de Français, qui n'ont pas encore compris la nécessité d'un ordre nouveau, et restent attachés à l'espoir d'un retour à la vie facile.

Je vous le dis : ces Français se trompent. La France soumise aujourd'hui à de grandes difficultés de vie est menacée de mesures plus sévères encore. Elle ne s'en tirera qu'en s'astreignant à la discipline la plus rigoureuse.

Le Gouvernement devra montrer beaucoup d'autorité, sans se soucier des résistances individuelles ou des coalitions d'intérêts.

J'ai le devoir de préparer, pour le jour où la France redeviendra libre, une constitution nouvelle dont les principes sont admis. J'en construis jour par jour les piliers, ainsi que le statut des provinces.

En attendant sa promulgation, il faut gouverner.

Cette volonté de commander et de prendre des initiatives dans le sens du but que nous poursuivons, je voudrais l'insuffler à tous ceux qui participent au Gouvernement ou qui détiennent une parcelle de l'autorité de l'État.

Je vous quitte, mes amis, avec un grand espoir. J'ai vu les foules de Toulouse, de Lyon, de Marseille, de Toulon, de Montpellier, de Saint-Étienne et du Puy.

De vos rangs je sens monter l'immense ferveur de la terre française.



J'entends battre tout près de moi le cœur du peuple de Paris, si digne dans l'acceptation du malheur commun.

J'entends la rumeur lointaine de la zone interdite, où plus que jamais l'on travaille, à la mine comme aux champs. Vers elle s'élève l'hommage de notre ardente affection.

J'entends vos prisonniers vous supplier de leur préparer, pour le retour, une France plus belle.

Dans un immense sursaut, le pays tout entier veut se racheter de ses défaillances, des abandons de son passé.

A la veille du printemps, songeons, mes amis, au renouveau de la nature. Travaillons plus, produisons davantage, pensons mieux. La France est un grand pays que l'infortune ne saurait abattre. Ensemble et d'un même cœur, crions notre amour de la Patrie. Vive la France !



MESSAGE SUR L'UNITÉ FRANÇAISE
7 AVRIL 1941

FRANÇAIS !

LA première loi du patriotisme est le maintien de l'unité de la Patrie.

Si chacun prétendait se faire une idée particulière de ce que commande le devoir patriotique, il n'y aurait plus ni Patrie ni Nation.

Seules subsisteraient des factions au service d'ambitions personnelles. La guerre civile, le morcellement du territoire, des discordes fratricides seraient la suite naturelle de cette division des esprits.

En vous rappelant cette loi sacrée de l'unité de la Patrie, ce devoir de discipline, je ne fais que suivre l'exemple de tous les Chefs qui ont dirigé la France dans les heures douloureuses.

Sous aucun régime depuis que la France

existe, aucun Gouvernement n'a accepté que le principe de l'unité nationale fût mise en cause. Henri IV, Richelieu, la Convention Nationale ont écrasé, sans faiblesse, les menées qui tendaient à diviser la Patrie contre elle-même.

Jeanne d'Arc fut l'héroïne de l'unité nationale.

L'orgueil de la France, c'est non seulement l'intégrité de son territoire, c'est aussi la cohésion de son Empire.

Le lien qui en unit, si étroitement, les éléments les plus divers ce sont les luttes, les sacrifices des meilleurs de vos fils qui l'ont créé.

Mais voici qu'une propagande subtile, insidieuse, inspirée par des Français, s'acharne à le briser. Un instant suspendus, les appels à la dissidence reprennent, sur un ton chaque jour plus arrogant. L'œuvre de mon Gouvernement est attaquée, déformée, calomniée.

Je défends mon Gouvernement.

Il y a cinq mois, j'envoyais en Afrique le Chef le plus distingué de notre Armée. A Alger, à Rabat, à Tunis, à Dakar, le Général Weygand a fièrement montré ce qu'est et doit être l'unité française.

Il y a un mois, j'ai convié aux grandes responsabilités du pouvoir le Chef de notre

Marine. Je le sais passionné de l'honneur et de l'intégrité de la France. L'Amiral Darlan a toute ma confiance.

L'honneur nous commande de ne rien entreprendre contre d'anciens alliés.

Mais l'intégrité du pays exige que soient préservées les sources de notre ravitaillement vital, que soient sauvegardés les postes essentiels de notre Empire.

C'est contre ces nécessités que s'insurgent chaque jour les propagandistes de la dissidence.

La dissidence est née en juin 1940 du sursaut des Français d'Outre-Mer qui les poussait à poursuivre la lutte, du sentiment que la France ne saurait, sur son propre sol, entreprendre l'œuvre de redressement nécessaire.

A cette première erreur mise à profit par les chefs de la dissidence, se sont bien vite joints la volonté d'exploiter le désarroi des Français d'Outre-Mer, l'espoir de dresser le Pays par un constant appel à l'indiscipline contre l'effort de relèvement national.

Du sang français a déjà coulé dans des luttes fratricides. C'en est assez.

A tous ceux qui, loin de la Mère Patrie ou dans la brousse équatoriale, ont résisté courageusement aux appels, aux pressions, aux

menaces, j'adresse l'expression de la reconnaissance nationale. J'ajoute que la Patrie reste ouverte à toutes les fidélités.

Aux Français qui s'interrogent et doutent, je demande de mesurer les progrès que notre Pays a réalisés depuis neuf mois ; entre ces réalisations et les promesses trompeuses de la dissidence, leur choix sera vite fait.

Pour un Français, il n'y a pas d'autre cause à défendre ni à servir que celle de la France.

Si nous devons espérer, notre espoir est en nous. Il est en nous seuls. Il est dans notre attachement à notre sol, dans notre volonté de vivre, dans la fraternité étroite qui nous tient tous solidaires et unis.

Il n'y a pas plusieurs manières d'être fidèles à la France.

On ne peut pas servir la France contre l'unité française, contre l'unité de la Mère-Patrie et de l'Empire.

Mon Gouvernement est pleinement et absolument d'accord avec moi.

Il n'y a, aujourd'hui comme hier, qu'une France : c'est celle qui m'a confié son salut et son espoir.

Servez-la avec moi de tout votre cœur. Par là et par là seulement, nous assurerons son destin.

MESSAGE AUX PAYSANS

PAU, 20 AVRIL 1941

PAYSANS FRANÇAIS !

L'IMMENSE désastre matériel et moral qui a bouleversé notre malheureux pays et dont il souffre encore, a atteint profondément la paysannerie. Celle-ci collabore, en ce moment, à la tâche la plus difficile et la plus urgente. C'est le ravitaillement des populations.

Pour permettre un meilleur équilibre entre les ressources des départements excédentaires et les besoins des départements déficitaires, le Gouvernement a été amené à organiser des groupements provisoires qui, répondant à une nécessité immédiate, n'engagent nullement l'avenir de la constitution des provinces. En outre, afin de réduire les malentendus qui

peuvent exister entre les services du ravitaillement et les producteurs des campagnes, une commission mixte sera établie dans chaque canton. Les maires ruraux et les groupements agricoles y seront représentés.

Ainsi sera fourni aux intéressés, producteurs et consommateurs, le moyen de faire connaître leurs doléances.

J'entends que les Préfets fassent sentir leur autorité, aussi bien pour assurer la répartition équitable des produits entre les consommateurs, que pour empêcher toute tracasserie ou inquisition inutile à l'égard des producteurs de bonne foi.

Aux agriculteurs, je demande instamment, une fois assurée leur subsistance, de livrer exactement leurs produits à la consommation, et aux consommateurs de se plier volontairement aux réglementations qu'impose la dureté du temps présent. Il s'agit d'une discipline vitale pour tous.

Il est à désirer que, pour toutes ces questions, il y ait échange de conseils et de propositions entre les autorités intéressées. Les maires des chefs-lieux de cantons et des communes rurales ont à faire face à une lourde tâche avec des moyens insuffisants. Je demande aux administrations de collaborer cordialement avec eux.

Dans l'ordre constructif, le Gouvernement veut donner à la paysannerie la place qui lui a été trop longtemps refusée dans la nation. La corporation paysanne créée par la loi du 2 décembre 1940 va être progressivement organisée. Elle a pour objet de rassembler toutes les forces rurales françaises. Il est essentiel que ceux qui auront la charge de cette organisation soient eux-mêmes imprégnés d'un véritable esprit d'union.

Un nouveau statut social de la paysannerie sera établi : il donnera progressivement aux travailleurs des champs, ouvriers et petits exploitants, des avantages parfois différents dans leur nature, mais comparables en fait à ceux accordés aux travailleurs des villes.

Des travaux importants sont à réaliser en ce qui concerne l'équipement rural : électrification des campagnes, adductions d'eau, entretien des chemins ruraux.

La loi sur l'habitat rural permet de poursuivre l'amélioration des logements et des bâtiments d'exploitation.

L'extrême morcellement du sol dans certaines régions stérilise l'effort des hommes et provoque l'accroissement des friches. Par l'appli-



cation d'une loi sur la reconstitution foncière promulguée récemment, les régions morcelées seront remembrées et leur production sensiblement accrue.

Enfin, grâce à un programme agraire méthodiquement conçu, nous développerons le nombre des propriétés paysannes ou familiales, qui favoriseront l'accès des salariés à l'exploitation et multiplieront ainsi, sur des bases solides, le nombre des belles familles terriennes.

Pour les agriculteurs, les artisans ruraux sont des auxiliaires indispensables. Attirés par l'industrie, leur nombre a fléchi un peu partout. Ce fléchissement paralyse les efforts des terriens dans le sens du progrès agricole. Il est de toute nécessité de reconstituer l'artisanat rural.

En l'absence de leur mari, les femmes des prisonniers ont pris dans l'exploitation la place du Chef, ajoutant à leur labeur habituel des travaux particulièrement pénibles. Ces femmes ont des droits à notre respect et à notre reconnaissance. Leur sacrifice est d'autant plus méritoire qu'il est volontairement consenti.

Je me permets de donner ici quelques conseils.

Récriminer contre les petites erreurs inévitables, contre les difficultés inhérentes à la



situation, ne servirait qu'à rendre la tâche de chacun plus pénible. Il est mieux de s'adapter aux circonstances présentes, de travailler d'arrache-pied, de produire le maximum, de ne rien gaspiller, d'utiliser tout ce qui peut encore servir et surtout d'observer la réglementation que la situation tragique du ravitaillement a imposée.

C'est la moralité de notre pays qu'il faut relever, et une moralité élevée ne s'accommode pas de petites combinaisons, d'entorses quotidiennes à la loi, de profits illicites que peut provoquer la pratique des « marchés noirs ».

Les crises agricoles du passé sont nées de l'absence d'une vraie politique terrienne. En réalité, la condition paysanne était dédaignée, l'enseignement agricole insuffisant.

Le régime nouveau veut changer tout cela. Une grande réforme est en préparation, qui fera à l'enseignement agricole une large place dès l'école primaire. Les instituteurs ruraux auront désormais à remplir une haute et belle mission.

Mais ces efforts ne serviront de rien si, en même temps, le terrien ne fait, lui aussi, des efforts pour sortir de son isolement, pour s'associer à ses pareils, pour moderniser ses

méthodes et se prêter à toutes les formes professionnelles de l'entr'aide.

Dans la France nouvelle, nul ne sera sauvé s'il n'a d'abord travaillé à se réformer lui-même.

Le travail à la terre exige des qualités de décision ainsi que des dons d'observation et de prévision, car le labeur du paysan ne trouve pas toujours, comme celui de l'ouvrier, la récompense qu'il mérite et cette récompense n'est jamais immédiate.

Plusieurs mois séparent le labour de la récolte pendant lesquels il faut vivre d'espérances. Rien n'est certain aux champs. Le travail ne suffit pas. Il reste à protéger les fruits de la terre contre les caprices du temps, le gel, l'inondation, la grêle, la sécheresse.

Le citadin peut vivre au jour le jour. Le cultivateur doit prévoir, calculer, lutter. Les déceptions n'ont aucune prise sur cet homme que dominent l'instinct du travail nécessaire et la passion du sol. Quoi qu'il arrive, il fait face, il tient. C'est un chef.

De ce miracle chaque jour renouvelé, est sortie la France, nation laborieuse, économe, attachée à la liberté. C'est le paysan qui l'a forgée par son héroïque patience, c'est lui qui assure son équilibre économique et spirituel.

Le prodigieux développement des forces matérielles n'a pas atteint la source des forces morales. Celles-ci marquent le cœur du paysan d'une empreinte d'autant plus forte qu'il les puise à même le sol de la Patrie. C'est pourquoi il faut que le « Paysan » soit hautement honoré, car il constitue, avec le soldat, les garanties essentielles de l'existence et de la sauvegarde du pays.

Ce n'est donc pas à vous, mes amis, qu'il faut demander de ne pas perdre courage. Si parfois rebutés par tant de difficultés, vous étiez tentés de limiter votre travail aux besoins de la famille, en pensant peut-être, qu'après tout, vous n'avez pas à vous sacrifier pour des citadins qui méconnaissent vos efforts, ou ne vous épargnent pas leur critiques, éloignez une telle pensée qui ne serait pas digne de vous.

Paysans, mes amis, je vous fais confiance et je compte sur votre dévouement pour m'aider à relever la France et la sauver de la famine.



MESSAGE DE COMMENTRY
1er MAI 1941

MES AMIS,

J'AI tenu à passer au milieu de vous cette journée du 1er Mai, la première depuis l'Armistice, afin de bien marquer le sens et l'importance que j'attache à l'idée du travail, autour de laquelle doit s'opérer, selon moi, la réconciliation de tous les Français.

Le 1er Mai a été, jusqu'ici, un symbole de division et de haine. Il sera désormais un symbole d'union et d'amitié parce qu'il sera la fête du travail et des travailleurs.

Le travail est le moyen le plus noble et le plus digne que nous ayons de devenir maîtres de notre sort. Un homme qui sait accomplir une tâche avec courage et expérience, représente toujours une valeur pour ses semblables.

La plus saine fierté que l'on puisse éprouver est de se sentir utile par un travail bien fait. Aucun privilège de rang ou de fortune ne donne à quelqu'un autant de confiance dans la vie et de bienveillance à l'égard d'autrui.

Le travail répond à cette loi sévère de la nature que rien ne s'obtient sans effort.

Cette loi du travail a été marquée par une formule de malédiction : « Tu mangeras ton pain à la sueur de ton front ». C'est donc à tort qu'on a fait luire à vos yeux le mirage d'une cité future où il n'y aurait plus de place que pour le loisir et pour le plaisir.

Mais si le travail est pour l'homme un fardeau, il est aussi un bienfait ; il est, en effet, une condition de la bonne santé morale et physique, de l'équilibre et du développement des facultés humaines.

C'est une erreur de croire que l'on puisse conserver intacts ses dons ou ses facultés dans l'oisiveté. Nous ne développons nos capacités et n'augmentons nos forces que par l'exercice que nous leur donnons.

La même expérience vaut pour les nations et pour les individus. Une grande nation ne se fait pas par un privilège ou une faveur de la chance : elle se fait par le travail continu de

tous ses enfants de génération en génération.

Un chef d'industrie, un patron, pour mériter le commandement dont il est investi, doit se considérer comme ayant charge d'existences et même, en un certain sens, charge d'âmes ; il doit avoir le souci majeur de la dignité, du bien-être, de la santé, du moral de ses collaborateurs et de leurs familles.

Il doit même faire un pas de plus, et, respectant, la liberté de ses ouvriers, ne pas vouloir à toute force leur bien tel qu'il le conçoit, lui, mais tel qu'ils le conçoivent, eux.

Que veulent-ils donc au juste, les ouvriers, lorsque, délivrés de leurs mauvais bergers, ils s'interrogent dans l'honnêteté de leur conscience et dans la sincérité de leur cœur ?

Ils veulent d'abord :

S'évader de l'anonymat où ils ont été jusqu'ici trop souvent confinés ; ne pas vendre leur travail comme une marchandise ; ne pas être traités comme des machines, mais comme des êtres vivants, pensants, souffrants ; avoir avec leurs chefs des relations d'homme à homme.

Ils veulent ensuite :

Échapper à l'incertitude du lendemain ; être protégés contre les aléas du chômage ; trouver dans leur métier une sécurité ou, pour mieux

dire, une propriété ; avoir la possibilité d'y avancer jusqu'à la limite de leurs aptitudes.

Ils veulent en outre :

Participer dans une mesure raisonnable aux progrès de l'entreprise à laquelle ils sont associés ; avoir une sauvegarde efficace contre les misères qui les guettent, lorsque survient la maladie ou lorsqu'arrive la vieillesse ; pouvoir élever leurs enfants et les mettre en état, selon leurs capacités, de gagner honorablement leur vie.

Toutes ces aspirations sont légitimes, et, dans l'ordre nouveau que nous préparons, elles devront être satisfaites. Elles pourront l'être sans grever les prix de revient d'une charge trop lourde, pour peu que l'esprit de collaboration porte son fruit naturel sous la forme d'un accroissement de la production en quantité et en qualité.

Cet ordre nouveau, en quoi consiste-t-il ?

Abandonnant tout ensemble le principe de l'individu isolé en face de l'État, et la pratique des coalitions ouvrières et patronales dressées les unes contre les autres, il institue des groupements comprenant tous les membres d'un même métier : patrons, techniciens, ouvriers.

Le centre du groupement n'est donc plus la classe sociale, patronale ou ouvrière, mais l'intérêt commun de tous ceux qui participent à une même entreprise.

Le bon sens indique en effet, lorsqu'il n'est pas obscurci par la passion ou par la chimère, que l'intérêt primordial, essentiel, des membres d'un même métier, c'est la prospérité réelle de ce métier.

Les artisans ont été les premiers à comprendre cette grande vérité et à la mettre en pratique. Il existe déjà parmi eux de nombreux essais de précorporations qui n'attendent que la consécration légale, pour devenir des corporations véritables.

Moins répandue dans les milieux industriels, l'idée y a fait pourtant depuis quelques années des progrès sensibles. Partout où elle s'est introduite, elle a eu les effets les plus heureux.

L'expérience a montré que partout où des hommes de bonne foi, même issus de milieux sociaux très divers, se rencontrent pour une explication loyale, les malentendus se dissipent pour faire place à la compréhension, puis à l'estime, puis à l'amitié.

Lorsque dans chaque entreprise, ou dans chaque groupe d'entreprises, patrons, techni-

ciens, ouvriers, auront pris l'habitude de se réunir pour gérer en commun les intérêts de leur profession, pour administrer en commun leurs œuvres sociales, apprentissage, placement, qualification, allocations familiales, secours de maladie, retraites, logements ou jardins ouvriers, il ne tardera pas à se créer entre eux une solidarité d'intérêts et une fraternité de sentiments indestructibles.

Dès lors, l'union de la nation ne sera plus une formule trop souvent trompeuse, mais une réalité bienfaisante.

L'ordre social nouveau, tenant compte de la réalité économique et de la réalité humaine, permettra à tous de donner leur effort maximum dans la dignité, la sécurité et la justice.

Patrons, techniciens et ouvriers, dans l'industrie comme dans l'artisanat, formeront des équipes étroitement unies qui joueront ensemble, pour la gagner ensemble, la même partie. Et la France, sur le plan du travail comme sur tous les autres, retrouvera l'équilibre et l'harmonie qui lui permettront de hâter l'heure de son relèvement.

MESSAGE
A L'OCCASION
DE LA
FÊTE DE JEANNE D'ARC
11 MAI 1941

FRANÇAIS !

PORTONS aujourd'hui nos yeux sur la sainte de la Patrie, dont la fête est celle de la nation tout entière.

Paysanne de nos marches de l'Est, fidèle à son sol, fidèle à son prince, fidèle à son Dieu, Jeanne a, de son étendard, tracé le plus lumineux sillon de notre Histoire.

Évoquons ensemble les voix de Domrémy, la délivrance d'Orléans, la chevauchée de Champagne, le sacre de Reims, la blessure de Paris, les prisons de Beaulieu, de Beaurevoir

et de Bouvreuil, le procès de Rouen, le supplice du Vieux Marché.

Martyre de l'unité nationale, Jeanne d'Arc, patronne de nos villages et de nos villes, est le symbole de la France.

Aimons-la. Vénérons-la. Présentons-lui les armes de notre fidélité et de notre espoir.

MESSAGE DU 15 MAI 1941

FRANÇAIS !

VOUS avez appris que l'Amiral Darlan s'était récemment entretenu, en Allemagne, avec le Chancelier Hitler. J'avais approuvé le principe de cette rencontre.

Ce nouvel entretien nous permet d'éclairer la route de l'avenir et de continuer les conversations engagées avec le gouvernement allemand.

Il ne s'agit plus, aujourd'hui, pour une opinion souvent inquiète parce que mal informée, de supputer nos chances, de mesurer nos risques, de juger nos gestes.

Il s'agit pour vous, Français, de me suivre sans arrière-pensée sur les chemins de l'honneur et de l'intérêt national.



Si, dans l'étroite discipline de notre esprit public, nous savons mener à bien les négociations en cours, la France pourra surmonter sa défaite et conserver dans le monde son rang de puissance européenne et coloniale.





MESSAGE
AUX MÈRES FRANÇAISES
25 MAI 1941

MÈRES DE FAMILLE FRANÇAISES !

LA France célèbre aujourd'hui la famille. Elle se doit d'honorer d'abord les mères.

Depuis dix mois, je convie les Français à s'arracher aux mirages d'une civilisation matérialiste. Je leur ai montré les dangers de l'individualisme. Je les ai invités à prendre leur point d'appui sur les institutions naturelles et morales auxquelles est lié notre destin d'homme et de Français.

La famille, cellule initiale de la société, nous offre la meilleure garantie de relèvement. Un pays stérile est un pays mortellement atteint dans son existence. Pour que la France vive, il lui faut d'abord des foyers.

Le foyer, c'est la maison où l'on se réunit, c'est le refuge où les affections se fortifient. C'est cette communauté spirituelle qui sauve



l'homme de l'égoïsme et lui apprend à s'oublier pour se donner à ceux qui l'entourent.

Maîtresse du foyer, la mère, par son affection, par son tact, par sa patience, confère à la vie de chaque jour sa quiétude et sa douceur. Par la générosité de son cœur, elle fait rayonner autour d'elle l'amour qui permet d'accepter les plus rudes épreuves avec un courage inébranlable.

Mères de notre pays de France, votre tâche est la plus rude. Elle est aussi la plus belle.

Vous êtes, avant l'État, les dispensatrices de l'éducation. Vous seules savez donner à tous ce goût du travail, ce sens de la discipline, de la modestie, du respect qui fait les hommes sains et les peuples forts. Vous êtes les inspiratrices de notre civilisation chrétienne.

Et voici qu'aujourd'hui dans nos deuils, dans nos misères, vous portez la plus lourde croix.

Mères de France, entendez ce long cri d'amour qui monte vers vous.

Mères de nos tués, mères de nos prisonniers, mères de nos cités qui donneriez votre vie pour arracher vos enfants à la faim, mères de nos campagnes, qui, seules à la ferme, faites germer les moissons, mères glorieuses, mères angoissées, je vous exprime aujourd'hui toute la reconnaissance de la France.



ALLOCUTION

prononcée à la séance inaugurale du Comité d'Organisation professionnelle :

LES QUESTIONS SOCIALES
4 JUIN 1941

MESSIEURS,

Je suis heureux de vous souhaiter la bienvenue.

Représentants choisis parmi les patrons, les techniciens, les ouvriers, les employés de l'industrie, du commerce et de l'artisanat, je vous ai réunis pour que vous étudiiez et me proposiez les éléments d'un statut d'organisation du travail.



L'œuvre que vous allez entreprendre est l'une des plus importantes pour le relèvement de la France. L'organisation de la profession doit être, en effet, avec celle des communes et des provinces, l'un des fondements de l'État. Elle parachèvera et consacrera la Révolution Nationale.

Mes idées sociales vous sont connues. Elles viennent du vieux fonds français où l'amour de la justice est toujours exigeant, mais fut toujours guidé par le sens de la mesure et par l'instinct de la durée. Vous aurez à les traduire en articles de règlement général, laissant à la profession organisée le soin d'édicter et d'adapter les règles particulières à chaque métier.

Vous allez confronter et discriminer les résultats des expériences que le monde français du travail a faites depuis 50 ans. Vous devrez les juger à la lumière des malheurs de la Patrie. Vous rejetterez ce qui est mauvais ; vous retiendrez ce qui est utilisable pour l'établissement de l'ordre social nouveau.

Il s'agit de mettre fin à cet esprit revendicatif qui, passant du social au politique et réciproquement, nous a perdus parce qu'il nous a dissociés et décomposés. Les mœurs et les pratiques, qui sévissaient dans les rapports du



capital et du travail, procédaient des mœurs et des stratagèmes du régime des partis qui étaient autant de syndicats politiques.

Il s'agit, comme je l'ai déjà dit, d'abandonner la pratique des coalitions dressées les unes contre les autres, par conséquent de reviser ou de supprimer les rouages ou les organes qui y conduisent inéluctablement et de créer, au contraire, des organes propres à engendrer la collaboration.

Les coalitions ouvrières et patronales étaient la résultante et la preuve chaque jour plus caractérisée d'un État faible, incapable, par essence ou calcul de clientèle électorale, d'établir des rapports de justice entre l'employeur et l'employé, ou impuissant à faire respecter les conventions intervenues.

C'est pourquoi le monde du travail avait, lui aussi, ses avocats et même ses diplomates.

Un État fort, tirant son autorité de ses principes, de sa volonté, de sa capacité d'assurer la justice dans le droit social, comme dans le droit civil, rend désormais inutiles ces formations de combat qui usurpaient les fonctions justicières de l'État faible.

L'organisation professionnelle que vous allez élaborer ne peut donc rien retenir de ce qui

engendrait la lutte des classes ou de ce qui en procédait.

Vous écarterez tout ce qui est de nature à y ramener, car la lutte des classes est le prélude de la guerre civile, à échéance plus ou moins éloignée.

Vos travaux devront s'inspirer des principes énoncés dans mes derniers discours, en particulier à l'occasion de la Fête du Travail.

Ils devront s'accorder avec le plan d'ensemble en voie de réalisation.

Déjà, une commission du Conseil National vous a précédés dans cette salle, pour étudier l'organisatlon des provinces ; d'autres commissions viendront après vous, pour me donner leur avis sur la revision de la loi municipale, pour jeter les bases de la Constitution, pour travailler, en d'autres domaines, à la reconstruction de l'État.

Cet État sera hiérarchique et autoritaire, fondé sur la responsabilité et le commandement, s'exerçant de haut en bas, à tous les échelons de la hiérarchie, s'appliquant à des objets concrets et à des intérêts précis, s'inspirant des principes sociaux, politiques et spirituels qui ont fait la cohésion et la grandeur de la nation française.

Votre Comité prend donc place, naturellement, parmi les équipes dont je sollicite l'expérience et les conseils, pour m'aider à redonner à la France l'armature et l'architecture qui lui permettront de traverser l'épreuve et de retrouver sa foi ardente dans l'avenir.

J'ai la conviction que vous me proposerez une œuvre sage et hardie, construite avec des réalités françaises, et de nature à rallier tous les ouvriers, techniciens, artisans et patrons qui ont compris les causes de la défaite et qui en redoutent les conséquences.

Pour mener à bien votre étude, ayez présente à l'esprit la riche diversité des entreprises françaises.

Sans doute, celles qui, dans l'industrie et le commerce, détiennent la prépondérance du nombre, ont tenté une expérience d'organisation professionnelle, parce qu'elles en sentaient plus vivement et plus légitimement le besoin. Mais la petite et la moyenne industrie, le petit et le moyen commerce et l'artisanat, sous leurs multiples aspects, comprennent l'immense majorité des travailleurs épars qui, intégrés dans la profession organisée, seront un facteur incomparable d'équilibre économique et national.

Patrons, artisans, techniciens, employés,



ouvriers, oubliez vos origines ; oubliez vos divisions du passé.

Donnez un grand exemple de collaboration. Unissez vos cœurs, vos intelligences et vos efforts pour étudier une organisation professionnelle digne de la France nouvelle.



MESSAGE
DU 8 JUIN 1941

FRANÇAIS DU LEVANT !

LES pays où vous vivez, et pour la prospérité desquels vous vous dévouez depuis de longues années, sont aujourd'hui l'objet d'une attaque inqualifiable.

Cette attaque est menée, comme à Dakar, par des Français placés sous le drapeau de la dissidence. Soutenus par les forces impériales britanniques, ils n'hésitent pas à verser le sang de leurs frères qui défendent l'unité de l'Empire et la souveraineté française.

A la douleur que lui cause cette constatation, la France, fidèle à ses déclarations, peut, en toute certitude, opposer la fierté de n'avoir pas, la première, porté les armes contre son ancienne alliée, pas plus aujourd'hui que naguère à Mers-el-Kébir, à Dakar ou à Sfax.

La ruse a précédé cette violence.

Depuis plusieurs jours, en effet, la propagande, qui forgeait le prétexte de l'agression, prétendait que des troupes allemandes débarquaient en grand nombre dans nos ports du Levant, que la France se préparait à livrer à l'Allemagne les territoires dont la défense vous est confiée.

Vous qui êtes sur place, vous savez que tout cela est faux.

Vous savez que les quelques avions qui avaient fait escale sur nos territoires ont aujourd'hui quitté la Syrie, à l'exception de trois ou quatre hors d'état de voler.

Vous savez qu'il n'y a pas un soldat allemand ni en Syrie, ni au Liban.

Vous êtes donc l'objet d'une agression profondément injuste devant laquelle notre conscience se révolte. C'est aujourd'hui seulement que la souveraineté française au Levant, est, pour la première fois, menacée. Vous pouvez m'en croire.

Votre haut Commissaire vous l'a déjà dit, je vous le répète : vous combattez pour une cause juste, celle de l'intégrité des territoires dont l'Histoire, confirmée par le mandat de 1919, a légué la charge à la Patrie. Vous saurez les défendre. Mes vœux et ceux de la France entière vous accompagnent.

MESSAGE
DU 17 JUIN 1941

FRANÇAIS !

LE 17 Juin 1940, il y a aujourd'hui une année, j'adressais mon premier appel à la France. Le disque qui l'enregistra va tourner devant vous. Entendez-le. Il vous replacera dans l'atmosphère du jour où cet appel fut prononcé.

(Ici se place le message publié aux pages 15 et 16 du présent volume.)

Voilà ce que, d'une voix cassée par l'émotion, je vous disais le 17 Juin 1940.

Ma voix aujourd'hui s'est raffermie car la France se relève. Mais bon nombre de Français se refusent à le reconnaître. Croient-ils vraiment que leur sort est plus tragique qu'il y a un an ?

Français, vous avez vraiment la mémoire courte. Souvenez-vous de ces colonnes de fuyards, comprenant des femmes, des enfants,



des vieillards, juchés sur des véhicules de toute nature, avançant au hasard, dominés par la crainte et la volonté d'échapper à l'ennemi, s'arrêtant le soir sur un côté de la route, hommes et bêtes harassés de fatigue et obligés de repartir le lendemain de bonne heure afin de ne pas perdre leur place dans la colonne. Quelle épreuve pour ces braves gens et quelle angoisse lorsque des mitrailleuses venaient survoler la colonne.

Aujourd'hui, vous avez pour la plupart regagné vos foyers. Sans doute les prisonniers n'y sont pas encore rentrés, les femmes luttent et souffrent, le ravitaillement se fait mal, les taxations vous exaspèrent, vos enfants ne mangent pas toujours à leur faim, mais la France vit, les maisons, les ponts, les usines se reconstruisent.

Faut-il vous dire l'immense effort de notre agriculture qui, malgré l'absence d'un million d'agriculteurs prisonniers, a remis en culture un million d'hectares nouveaux. Faut-il vous dire que notre jeunesse a raidi ses muscles et son âme, que la pureté, l'idéal, l'esprit de sacrifice s'imposent chaque jour avec plus de force, avec plus de rayonnement. Faut-il vous rappeler le jugement que portent sur notre



pays les nations neutres, l'hommage qu'elles rendent à notre premier redressement ?

Croyez-moi. Le moment n'est pas venu de vous réfugier dans l'amertume ou de sombrer dans le désespoir. Vous n'êtes ni vendus, ni trahis, ni abandonnés.

Ceux qui vous le disent vous mentent et vous jettent dans les bras du communisme.

Vous souffrez et vous souffrirez longtemps encore, car nous n'avons pas fini de payer toutes nos fautes. L'épreuve est dure. Beaucoup de bons Français, et parmi eux les paysans et les ouvriers, l'acceptent avec noblesse. Ils m'aident aujourd'hui à supporter ma lourde tâche.

Mais il me faut mieux encore. Il me faut votre foi, la foi de votre cœur, la foi de votre raison. Il me faut votre sagesse et votre patience. Vous ne les acquerrez que dans la discipline que je vous impose et dont, seuls, les oublieux de notre Histoire, ou les adversaires de notre unité, cherchent à s'évader.

Rappelez-vous surtout que vous êtes des hommes, les hommes d'une vieille et glorieuse nation. Ressaisissez-vous. Chassez vos alarmes. Venez à moi avec confiance. Tous unis, nous sortirons de la nuit où nous a plongés l'affreuse aventure.



TABLE DES MATIÈRES

APPELS AUX FRANÇAIS







Pages

ACHEVÉ D'IMPRIMER
EN DÉCEMBRE 1941
SUR LES PRESSES DE
L'IMPRIMERIE KAPP
A VANVES (SEINE).